

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001, à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur ce jour.

Art. 9. Le Ministre flamand qui a la fonction publique dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,
J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 2065

[S – C – 2000/29296]

20 JUILLET 2000. — Décret déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — De la reconnaissance

CHAPITRE I^{er}. — *De la reconnaissance des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes*

Section 1^{re}. — Des conditions générales

Article 1^{er}. Pour obtenir et conserver la reconnaissance par le Gouvernement pour une durée indéterminée comme maison de jeunes, centre de rencontres et d'hébergement ou centre d'information des jeunes, l'association doit respecter :

§ 1^{er}. Les critères suivants :

- 1° être ouverte à tous les jeunes dans le respect des droits de l'homme;
- 2° respecter et défendre au même titre que toute personne exerçant une responsabilité en son sein les principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale des droits de l'enfant;
- 3° avoir pour objectif de favoriser le développement d'une citoyenneté critique, active et responsable, principalement chez les jeunes de 12 à 26 ans, par une prise de conscience et une connaissance des réalités de la société, des attitudes de responsabilité et de participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique ainsi que la mise en œuvre et la promotion de pratiques socioculturelles et de création;
- 4° utiliser les méthodes et les techniques les mieux adaptées aux besoins de son public potentiel et à la réalisation de l'objectif défini au 2°;
- 5° ne pas être reconnue dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

§ 2. Les conditions de fonctionnement suivantes :

- 1° exercer des activités correspondant à l'objectif défini au § 1^{er}, 2°;
- 2° être une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 3° disposer d'une équipe d'animation dont un des membres est, à temps plein, animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39.

Par dérogation, une association peut être autorisée, pour une durée maximale de 6 ans, à s'assurer la collaboration d'une équipe agissant collégialement et dont un des membres assume la fonction d'animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39. Cette dérogation ne sera accordée qu'à la demande de l'association et sur avis conforme de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes. Le nombre des associations bénéficiant de cette dérogation ne pourra excéder 20 % du nombre total d'associations dont un plan d'action sera agréé. La commission propose les associations susceptibles de bénéficier de cette dérogation et détermine entre elles, s'il échet, un ordre de priorité selon les critères qu'elle détermine;

4° disposer d'une infrastructure adaptée aux activités de l'association et soumise à sa gestion exclusive sur base soit du droit de propriété, soit d'un contrat garantissant son droit légitime d'occupation des lieux pour la réalisation de ses objectifs;

- 5° disposer d'une ligne téléphonique à son usage exclusif;
- 6° souscrire une assurance en responsabilité civile pour toute activité de l'association;
- 7° tenir une comptabilité régulière et disposer d'un compte à son nom auprès d'un organisme de crédit;
- 8° favoriser la formation continuée de l'ensemble de l'équipe d'animation; permettre chaque année à au moins un membre du personnel d'intégrer dans son temps de travail un minimum de 5 jours de formation;

9° assurer la publicité des informations destinées aux membres ou usagers et des règles d'accès aux activités, programmes, équipements ainsi que des conditions d'adhésion à l'association.

Art. 2. Pour conserver la reconnaissance, l'association doit, au plus tard un an après sa notification, outre le fait de respecter les conditions énoncées à l'article 1^{er} et aux articles 3 ou 4 et 5 et 7 selon le type de celle-ci :

- soit obtenir l'agrément d'un plan d'action tel que visé aux articles 10, 5e alinéa ou 11, 5e alinéa ou 14, 5e alinéa;
- soit être partenaire d'une association dans le cadre de son plan d'action agréé en vertu de dispositifs particuliers de politique socioculturelle d'égalité des chances, de partenariat ou de décentralisation, visés aux articles 16 à 18.

Section 2. — Des conditions particulières de reconnaissance de maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement, et centres d'information des jeunes

Sous-section 1^{re}. — Des maisons de jeunes

Art. 3. Pour obtenir la reconnaissance comme maison de jeunes et la conserver, l'association doit, outre les conditions définies aux articles 1^{er} et 2, respecter :

§ 1^{er}. Le critère suivant : être une association fondée sur l'accueil des jeunes, leur participation à la programmation et à la réalisation d'actions collectives d'animations socioculturelles répondant aux besoins du milieu d'implantation, sous la responsabilité d'un animateur coordonnateur qualifié.

§ 2. Les conditions de fonctionnement suivantes :

1° avoir un conseil d'administration composé, en permanence, d'au moins un tiers d'administrateurs âgés de moins de 26 ans;

2° assurer un accueil libre.

Pour ce faire :

- a) l'horaire d'ouverture tient compte des disponibilités de son public potentiel;
 - b) dans le cas où l'association réclame une cotisation, celle-ci ne peut constituer une entrave à l'accès ou à la participation du jeune;
 - c) la durée cumulée des périodes de fermeture ne peut excéder 6 semaines par an. En cas de travaux d'aménagement importants, la période de fermeture pourra être étendue à la réalisation de ces travaux;
- 3° assurer la participation active des jeunes à la gestion de l'association notamment par la mise en place de structures de consultation et de décision permettant aux usagers de collaborer à la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation des actions de la maison de jeunes;

4° adopter un règlement d'ordre intérieur, après consultation préalable des usagers. A cette fin, un recueil des propositions est communiqué à l'assemblée générale;

5° organiser chaque année une réunion consultative à laquelle participe, s'il le souhaite, tout jeune résidant dans sa zone d'action et des représentants d'associations qui y sont actives. Cette réunion a pour objectif d'assurer une ouverture de la maison de jeunes vers la population de sa zone d'action et une information sur ses activités.

Sous-section 2. — Des centres de rencontres et d'hébergement

Art. 4. Pour obtenir la reconnaissance comme centre de rencontres et d'hébergement et la conserver, l'association doit, outre les conditions définies aux articles 1^{er} et 2, respecter les conditions suivantes :

- 1° organiser des activités résidentielles de durée limitée;
- 2° accueillir des jeunes en groupe ou individuellement;
- 3° favoriser la rencontre entre groupes et individus qui la fréquentent, ainsi que l'ouverture à la communauté locale et les échanges multiculturels;
- 4° communiquer aux jeunes des informations sur les différents aspects de la zone d'action où elle est située;
- 5° assister, à leur demande, les équipes d'animation des groupes accueillis dans la réalisation de leur programme;
- 6° disposer de locaux et d'équipements permettant l'accueil et l'hébergement en pension complète d'un minimum de 50 jeunes.

Art. 5. Par dérogation à l'article 1^{er}, § 2, 2° et 7°, le centre peut être un siège d'exploitation d'une organisation de jeunesse, ayant la forme d'association sans but lucratif, reconnue dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

Dans ce cas, l'association doit disposer d'une comptabilité qui distingue sa gestion financière de celles d'autres centres également reconnus ainsi que de celle de l'organisation de jeunesse visée au 1^{er} alinéa.

Sous-section 3. — Des centres d'information des jeunes

Art. 6. Pour obtenir la reconnaissance comme centre d'information des jeunes et la conserver, l'association doit, outre les conditions définies aux articles 1^{er} et 2, respecter :

§ 1^{er}. Les critères suivants :

- 1° être une association de service qui vise l'appropriation, par les jeunes, de l'information et des outils d'information dans un souci de pluralisme, d'indépendance et d'exhaustivité;
- 2° exercer deux fonctions consistant :
 - a) l'une, technique, à répondre aux questions immédiates;
 - b) l'autre, socioculturelle, à favoriser l'analyse et la prise de conscience, par les jeunes, des éléments sociaux, culturels, économiques, politiques de leur existence.

§ 2. Les conditions de fonctionnement suivantes :

- 1° garantir un accès anonyme, libre et gratuit, à l'information;
- 2° assurer l'accueil dans ses locaux, en libre accès, au moins 46 semaines par an, selon un horaire régulier établi en tenant compte des occupations scolaires ou professionnelles des jeunes.

Art. 7. Par dérogation à l'article 1^{er}, § 2, 2° et 7°, le centre peut être un siège d'exploitation d'une organisation de jeunesse, ayant la forme d'association sans but lucratif, reconnue dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

Dans ce cas, l'association doit disposer d'une comptabilité qui distingue sa gestion financière de celles d'autres centres également reconnus ainsi que de celle de l'organisation de jeunesse visée au 1^{er} alinéa.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance de fédération*

Art. 8. Pour obtenir la reconnaissance comme fédération et la conserver, une association doit respecter les conditions suivantes :

- 1° assurer la représentation d'associations reconnues dans le cadre du présent décret;
- 2° prester en leur faveur une mission de coordination, d'information-conseil, d'impulsion de nouvelles initiatives, de formation et d'accompagnement pédagogique;
- 3° fédérer au moins :
 - a) soit quinze maisons de jeunes reconnues;
 - b) soit cinq centres de rencontres et d'hébergement reconnus;
 - c) soit cinq centres d'information des jeunes reconnus.

Ces maisons et centres doivent être répartis dans au moins quatre des six zones suivantes : les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Luxembourg, de Namur, de Liège à l'exception des communes visées à l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, et la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Si plusieurs fédérations comptent parmi leurs membres une même maison de jeunes, un même centre de rencontres et d'hébergement ou un même centre d'information des jeunes, celui-ci indique la fédération à laquelle son adhésion doit bénéficier pour effectuer le dénombrement prévu au 1^{er} alinéa, 3°.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi et de retrait de reconnaissance*

Art. 9. Le Gouvernement arrête, après avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, les procédures d'octroi et de retrait de reconnaissance qui prévoient, au moins :

- 1° les modalités d'introduction de la demande d'octroi de reconnaissance;
- 2° la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de refus ou de retrait de reconnaissance ainsi que ses formes et délais;
- 3° la compétence d'avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes en matière de recours;
- 4° la possibilité pour l'association d'être entendue lors d'un recours;
- 5° les modalités (formes et délais) selon lesquelles doivent être prises les décisions d'octroi, de retrait ou de refus de reconnaissance et de recours.

TITRE II. — De l'agrément du plan d'action des maisons de jeunes, centre de rencontres et d'hébergement et centre d'information des jeunesCHAPITRE I^{er}. — *De l'agrément du plan d'action**Section 1^{re}. — De l'agrément du plan d'action de la maison de jeunes*

Art. 10. Le plan d'action quadriennal de la maison de jeunes définit l'environnement socioculturel et économique de la maison de jeunes et les missions qu'elle entend remplir, ses objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

Le plan d'action est agréé au niveau M.J.1, M.J.2 ou M.J.3 selon le nombre d'activités socioculturelles, d'actions collectives, d'heures d'accueil des jeunes et les objectifs poursuivis. L'activité socioculturelle est une initiative ponctuelle ou régulière éducative ou récréative. L'action collective est une initiative réalisée en plusieurs étapes, élaborée et concrétisée en groupe.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau M.J.1, la maison de jeunes doit au moins :

- 1° mener en collaboration avec les jeunes 26 activités socioculturelles par mois avec un minimum de 3 activités par semaine;
- 2° assurer l'accès des jeunes à l'accueil et aux différentes activités organisés par la maison de jeunes à concurrence d'au moins 1 600 heures par an, réparties au minimum en 20 heures par semaine;
- 3° réaliser 3 actions collectives par an;
- 4° réaliser chaque année au moins trois activités ouvertes à la population locale.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau M.J.2, la maison de jeunes doit au moins :

- 1° mener en collaboration avec les jeunes 18 activités socioculturelles par mois avec un minimum de 2 activités par semaine;
- 2° assurer l'accès des jeunes à l'accueil et aux différentes activités organisés par la maison de jeunes à concurrence d'au moins 1 200 heures par an, réparties au minimum en 15 heures par semaine;
- 3° réaliser 2 actions collectives par an;
- 4° réaliser chaque année au moins deux activités ouvertes à la population locale.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau M.J.3, la maison de jeunes doit au moins :

- 1° mener en collaboration avec les jeunes 10 activités socioculturelles par mois avec un minimum d'une activité par semaine;
- 2° assurer l'accès des jeunes à l'accueil et aux différentes activités organisés par la maison de jeunes à concurrence d'au moins 800 heures par an, réparties au minimum en 10 heures par semaine;
- 3° réaliser 1 action collective par an;
- 4° réaliser chaque année au moins une activité ouverte à la population de sa zone d'action.

En cas de travaux d'aménagement importants, la période de fermeture d'une maison de jeunes pourra être étendue à la réalisation de ces travaux. Cette période d'inactivité totale ou partielle du centre ne le pénalisera pas lors de l'évaluation.

Section 2. — De l'agrément du plan d'action du centre de rencontres et d'hébergement

Art. 11. Le plan d'action quadriennal du centre de rencontres et d'hébergement définit la qualité de l'accueil, l'infrastructure, l'appui apporté par le centre à la réalisation des activités des groupes accueillis ainsi que le développement de l'insertion régionale.

Le plan d'action est agréé au niveau, C.R.H.1, C.R.H.2, C.R.H.3 selon le nombre de locaux, la durée des périodes de fermeture, le taux d'occupation et les objectifs poursuivis.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau C.R.H.1, le centre de rencontres et d'hébergement doit au moins :

- 1° disposer de 3 locaux d'activités distincts des salles d'accueil, de repas et d'hébergement;
- 2° limiter ses périodes de fermeture annuelle à 6 semaines par an;
- 3° avoir un taux d'occupation au minimum de 40 %, que ce soit en nuitées ou en journées d'activités, calculé sur la base de 323 jours par an et de 100 lits maximum.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau C.R.H.2, le centre de rencontres et d'hébergement doit au moins :

- 1° disposer de 2 locaux d'activités distincts des salles d'accueil, de repas et d'hébergement;
- 2° limiter ses périodes de fermeture annuelle à 9 semaines par an;
- 3° avoir un taux d'occupation au minimum de 35 %, que ce soit en nuitées ou en journées d'activités, calculé sur la base de 302 jours par an et de 100 lits maximum.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau C.R.H.3, le centre de rencontres et d'hébergement doit au moins :

- 1° disposer d'un local d'activités distinct des salles d'accueil, de repas et d'hébergement;
- 2° limiter ses périodes de fermeture annuelle à 12 semaines par an;
- 3° avoir un taux d'occupation au minimum de 30 %, que ce soit en nuitées ou en journées d'activités, calculé sur la base de 281 jours par an et de 100 lits maximum.

En cas de travaux d'aménagement importants, la période de fermeture d'un centre pourra être étendue à la réalisation de ces travaux. Cette période d'inactivité totale ou partielle du centre ne le pénalisera pas lors de l'évaluation.

Pour l'établissement des taux visés aux 3e alinéa, 3°, 4e alinéa, 3° et 5e alinéa, 3°, une journée précédée ou suivie d'une nuit compte pour une unité, de même qu'une nuit seule ou une journée seule.

Art. 12. Les activités scolaires, notamment les classes vertes et séjours assimilables, ne peuvent constituer plus de 50 % des activités minimales prises en considération pour l'agrément dans un niveau de plan d'action.

Art. 13. Le centre ne peut consacrer plus de 30 % de son volume d'activités aux membres de l'organisation de jeunesse, reconnue dans la catégorie mouvement dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, ou l'organisation permanente, reconnue dans le cadre du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs, à laquelle il est affilié.

Section 3. — De l'agrément du plan d'action du centre d'information des jeunes

Art. 14. Le plan d'action quadriennal du centre d'information des jeunes définit les modes de conception de l'information et de diffusion.

Le plan d'action est agréé au niveau C.I.J.1, C.I.J.2 ou C.I.J.3 selon la durée de l'accueil, le nombre de thématiques d'information et les objectifs poursuivis. La sous-commission de concertation sur l'information des jeunes établit la liste des domaines d'information qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau C.I.J.1, le centre d'information des jeunes doit au moins :

- 1° développer et assurer la mise à jour de données dans 7 domaines d'information;
- 2° assurer l'accueil des jeunes pendant au moins 25 heures par semaine répartis sur 5 jours au moins.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau C.I.J.2, le centre d'information des jeunes doit au moins :

- 1° développer et assurer la mise à jour de données dans 6 domaines d'information;
- 2° assurer l'accueil des jeunes pendant au moins 20 heures par semaine répartis sur 4 jours au moins.

Pour que le plan d'action soit agréé au niveau C.I.J.3, le centre d'information des jeunes doit au moins :

- 1° développer et assurer la mise à jour de données dans 5 domaines d'information;
- 2° assurer l'accueil des jeunes pendant au moins 15 heures par semaine répartis sur 3 jours au moins.

En cas de travaux d'aménagement importants, la période de fermeture d'un centre pourra être étendue à la réalisation de ces travaux. Cette période d'inactivité totale ou partielle du centre ne le pénalisera pas lors de l'évaluation.

Section 4. — Disposition commune

Art. 15. Le plan d'action, d'une association qui bénéficie de la dérogation visée à l'article 1^{er}, § 2, 3°, ne peut être agréé qu'au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3.

CHAPITRE II. — *Des dispositifs particuliers*

Art. 16. Le plan d'action d'une maison de jeunes peut, en outre, être agréé dans le cadre du dispositif particulier pour une politique socioculturelle d'égalité des chances si elle développe, dans le cadre de son plan d'action, une action particulière à l'attention des jeunes dont les conditions économiques, sociales ou culturelles sont les moins favorables.

Cette action particulière est une programmation d'actions spécifiques telle que définie au 3^e alinéa et basée sur une approche pédagogique adaptée qui tient compte des réalités sociales, économiques et culturelles de la zone d'action de la maison de jeunes et de son public potentiel.

La sous-commission de la politique socioculturelle d'égalité des chances, visée aux articles 40 et 41, définit les éléments devant être contenus dans la programmation et caractérise les problématiques sociales ainsi que le contexte socio-économique et culturel qui permettent l'agrément de cette action dans le cadre du dispositif. Elle soumet ces éléments et problématiques à l'approbation du Gouvernement.

Les éléments de la programmation portent notamment sur :

1° la mise en œuvre d'animations socioculturelles reposant sur des pédagogies actives favorisant le développement socioculturel du public visé;

2° une articulation entre l'action culturelle et d'autres services particuliers;

3° le développement soit d'initiative, soit en partenariat, d'actions communautaires favorisant les changements sociaux et la valorisation du public visé;

4° une analyse du milieu d'intervention prenant en compte les jeunes et leur environnement en favorisant la prise en compte de leurs demandes et besoins à l'égard de la maison de jeunes;

5° la réalisation d'un travail d'animation socioculturelle dans lequel pourront se réaliser complémentirement des dynamiques interculturelles et des actions en faveur des plus jeunes.

Les éléments pris en compte pour caractériser le contexte défavorisé d'un point de vue social, économique et culturel des jeunes fréquentant la maison de jeunes sont notamment :

1° la scolarité;

2° le milieu familial;

3° les conditions d'habitat;

4° les conditions socio-économiques des jeunes;

5° les caractéristiques de la zone d'intervention;

6° les besoins et les demandes du public.

Art. 17. Le plan d'action d'un centre d'information des jeunes peut, en outre, être agréé, dans le cadre du dispositif particulier de partenariat si son plan d'action développe des synergies avec un ou plusieurs pouvoirs publics, organismes parapublics ou socioculturels afin de promouvoir l'information jeunesse auprès d'un public particulier. Toutefois, par dérogation, la commission consultative des maisons et centres de jeunes pourra proposer à l'approbation du Gouvernement la prise en compte d'autres partenaires.

Les synergies se traduisent par des conventions de partenariat dans lesquelles chaque institution apporte une part substantielle à la réalisation de l'objectif final. Les conventions doivent avoir pour objet des activités récurrentes d'information des jeunes, étalées sur la durée du plan quadriennal, et qui visent un public particulier.

La sous-commission de concertation sur l'information des jeunes définit les éléments devant être contenus dans la convention de partenariat (notamment, le développement des activités du centre que le partenariat suscite) et les soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 18. Un plan d'action quadriennal peut, en outre, être agréé dans le cadre du dispositif particulier de décentralisation mis en œuvre par l'association. Celui-ci consiste en une programmation d'actions ou de services spécifiques qui s'adressent à des jeunes ou des groupes de jeunes, dont l'accès à l'association est entravé soit par des contraintes géographiques, soit par les éléments culturels ou sociologiques liés au milieu d'implantation.

La commission consultative des maisons et centres de jeunes définit les éléments devant être contenus dans la programmation du dispositif de décentralisation et la caractérisation du public auquel la décentralisation s'adresse. Celle-ci repose notamment sur le fait que les jeunes concernés résident dans des quartiers ou parties de communes différents du lieu où est implantée l'association. La commission consultative soumet ces éléments à l'approbation du Gouvernement.

Art. 19. Le plan d'action d'une maison de jeunes, d'un centre de rencontres et d'hébergement ou d'un centre d'information des jeunes ne peut être agréé dans le cadre que d'un des dispositifs visés aux articles 16 à 18 et ne peut justifier le bénéfice, durant l'exécution d'un plan d'action quadriennal, que d'une seule subvention liée à un dispositif particulier, visée à l'article 44, 2°.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi de l'agrément des plans d'actions*

Art. 20. Le Gouvernement arrête, après avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, les procédures relatives à l'agrément des plans d'actions qui prévoient, au moins :

1° les modalités d'introduction des demandes d'agrément;

2° les modalités de contrôle d'exécution des plans d'actions;

3° les modalités de changement de niveau d'agrément qui ne peuvent intervenir plus d'une fois au cours des quatre années que couvre un plan d'actions;

4° la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de refus ou de changement d'agrément d'un plan d'actions ainsi que ses formes et délais;

5° la compétence d'avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes en matière de recours;

6° la possibilité pour l'association d'être entendue lors d'un recours;

7° les modalités selon lesquelles les décisions relatives aux agrément, changement d'agrément et recours doivent intervenir.

TITRE III. — Des commission et sous-commissions**CHAPITRE 1^{er}. — De la commission consultative des maisons et centres de jeunes**

Art. 21. Il est créé auprès du Gouvernement de la Communauté française une commission consultative des maisons et centres de jeunes, ci-après dénommée la commission.

La commission a pour missions :

1° d'émettre des avis :

a) sur les procédures d'octroi et de retrait de reconnaissance, d'agrément et de modification d'agrément des plans d'actions; de suspension du droit à la subvention et d'agrément des animateurs coordonnateurs et recours y relatifs;

b) sur les dossiers introduits par des associations en vue de leur reconnaissance, de l'agrément de leurs plans d'actions et des modifications d'agrément de ceux-ci;

c) sur les demandes de subventions extraordinaires introduites par les associations reconnues;

2° d'émettre des avis ou propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur :

a) la planification annuelle ou pluriannuelle :

— d'octroi des reconnaissances;

— des agréments dans le cadre des dispositifs particuliers du décret visés aux articles 16 à 18;

— d'octroi des différentes subventions visées aux articles 44, 46 et 47;

b) la promotion des associations reconnues;

3° de formuler, conjointement avec le Conseil de la Jeunesse d'Expression française et selon les modalités définies par le Gouvernement, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française, tout avis ou proposition sur les politiques ayant des implications au niveau local en matière de jeunesse;

4° de se prononcer sur les avis et propositions émis par les sous-commissions de la politique socioculturelle de l'égalité des chances et de concertation sur l'information des jeunes;

5° de coordonner et d'assurer le suivi de ces avis et propositions. Les avis des sous-commissions sont systématiquement joints aux avis de la commission.

Art. 22. La commission se compose :

1° de membres, qui y siègent avec voix délibérative, répartis comme suit :

a) trois représentants le Conseil de la Jeunesse d'Expression française;

b) trois désignés par le Gouvernement en raison de leur compétence en matière de politique de jeunesse;

c) deux par fédération reconnue dont la majorité des associations membres sont reconnues comme maison de jeunes;

d) un par fédération reconnue dont la majorité des associations membres sont reconnues comme centre de rencontres et d'hébergement ou comme centre d'information des jeunes;

e) huit répartis entre les fédérations au prorata du nombre de maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes reconnus qu'elles affilient respectivement;

2° de membres qui y siègent avec voix consultative soit :

a) un représentant de chaque province francophone et un représentant de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, désignés respectivement par chaque députation permanente ou le Collège de la Commission communautaire française;

b) trois représentants de l'administration, proposés par elle et désignés par le Gouvernement. Ils assurent le secrétariat.

Art. 23. Les membres de la commission sont désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations ou instances visées à l'article 22.

Art. 24. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement nomme, dans les mêmes conditions, un membre suppléant.

Le membre suppléant participe avec voix délibérative aux travaux de la commission en cas d'absence du membre effectif. Il reçoit d'office, pour information, toute convocation ou document adressé à l'ensemble des membres effectifs.

Art. 25. La commission se réunit au moins une fois par trimestre et, en outre, si le Gouvernement, ou un cinquième au moins des membres de la commission ayant voix délibérative le demandent.

Une note de minorité peut être jointe aux avis et propositions visés à l'article 21, 2^e alinéa. Le règlement d'ordre intérieur détermine les conditions dans lesquelles une note de minorité peut s'exprimer. Elle ne peut pas comporter plus de signes que le texte majoritaire.

La commission dispose d'un délai de trois mois à dater de la réception de la demande pour formuler les avis et propositions demandés par le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française. Cette disposition ne s'applique pas aux questions visées par les articles 9, 20 et 37, 4^e alinéa.

Dans la mesure où la commission siégerait avec moins du 1/3 de ses membres, les avis et propositions adoptés doivent être soumises à un nouveau vote si, dans les huit jours ouvrables qui suivent l'envoi du procès-verbal de la séance, la demande en est faite par 5 membres de la commission préalablement excusés lors de la première réunion. Le second vote est définitif quel que soit le nombre de membres présents en séance.

La commission adopte, à la majorité des 3/4 des membres présents, un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement comprend également les modalités de fonctionnement des sous-commissions.

Art. 26. La commission procède à l'élection, par ses membres siégeant avec voix délibérative et parmi eux, d'un président qui :

- 1° organise les activités de la commission et la convoque;
- 2° assure la représentation extérieure de la commission;
- 3° veille à l'application des décisions de la commission;
- 4° prend, entre deux réunions, toute disposition utile aux missions et objectifs généraux de la commission.

Art. 27. La commission peut constituer des groupes de travail dont elle détermine la mission et la composition. Ils sont présidés par un membre de la commission, désigné par elle.

Art. 28. A l'occasion du renouvellement des mandats, la commission adresse un rapport d'activité au Gouvernement, au Conseil et aux associations reconnues dans le cadre du décret.

Art. 29. Le Gouvernement installe la commission dans les quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur du décret.

Art. 30. Pour être membre de la commission, il faut être mandaté par l'instance qui dispose du droit d'être représentée en vertu de l'article 22.

Le mandat des membres effectifs et suppléants a une durée de 4 ans; il est renouvelable.

Art. 31. § 1^{er}. Le mandat des membres effectifs prend fin :

- 1° par échéance du terme de 4 ans;
- 2° par démission volontaire ou décès;
- 3° par retrait notifié au secrétariat de la commission à l'initiative de l'instance dont le membre est le mandataire;
- 4° par le retrait ou le non renouvellement de reconnaissance prononcé à l'encontre d'une fédération mandataire qui avait le droit d'y être représentée en vertu de l'article 22;
- 5° par perte du droit de siéger à la commission. Cette perte résulte de l'absence, non justifiée préalablement, du membre effectif ou suppléant, lors de trois réunions consécutives ou de la moitié des séances annuelles. Le droit peut être recouvré à la demande de l'instance concernée et par décision de la commission.

§ 2. Il est pourvu au remplacement du membre effectif ou suppléant selon la procédure prévue à l'article 24.

Les mandats de membres effectifs ou suppléants ainsi dévolus ne couvrent que la période restante jusqu'à l'échéance normale de quatre ans.

Art. 32. La commission prend ses décisions à la majorité simple des votes émis par les membres présents pour autant qu'1/3 des membres siégeant avec voix délibérative soient présents.

Art. 33. La commission peut inviter à ses travaux les personnes dont la présence lui paraît utile pour l'étude de points de l'ordre du jour. Ces personnes ne disposent pas d'une voix délibérative.

Art. 34. Le Gouvernement octroie à la commission des moyens de fonctionnement ou en personnel.

Il lui fournit l'aide et les renseignements jugés utiles par elle. Particulièrement, il charge le service de la jeunesse d'assurer son secrétariat et ses relations avec les administrations concernées et de lui transmettre les procès-verbaux de ses réunions.

Art. 35. Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles sont octroyés aux membres de la commission et aux personnes appelées par celle-ci à titre consultatif des jetons de présence et des indemnités de déplacement.

CHAPITRE II. — *Des sous-commissions*

Art. 36. Les articles 24 et 29 à 35 sont applicables, mutatis mutandis, aux sous-commissions visées aux articles 37 à 43.

Section 1^{re}. — De la sous-commission de qualification

Art. 37. Il est créé, au sein de la commission, une sous-commission de qualification, ci-après dénommée la sous-commission, qui a pour missions de :

- 1° reconnaître la qualification des candidats à la fonction d'animateur coordonnateur qualifié;
- 2° d'émettre d'initiative ou à la demande du Gouvernement des avis concernant les profils de compétences déterminant la qualification de l'animateur coordonnateur qualifié;
- 3° de donner d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur des formations susceptibles de donner droit à une reconnaissance de qualification.

La sous-commission définit les critères de qualification, les profils de compétence et les formations requises qui donnent droit à une reconnaissance de qualification, les soumet, après accord de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, à l'approbation du Gouvernement. La qualification est de type 1 lorsque le candidat satisfait à toutes les compétences requises pour le profil. La qualification est de type 2 lorsque le candidat satisfait à une partie des compétences requises par le profil.

La sous-commission peut prendre les décisions suivantes :

- 1° décision de qualification de type 1 et 2;
- 2° décision de non qualification, avec octroi d'un délai pour obtenir cette qualification;
- 3° décision de non-qualification.

Le Gouvernement détermine, après avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, les procédures de recours à l'égard des décisions, visées au 3^e alinéa, qui prévoient, au moins :

- 1° la possibilité pour l'association d'introduire un recours;
- 2° les formes et délais dans lesquels il doit être introduit;
- 3° la compétence d'avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes en matière de recours;
- 4° la possibilité pour l'association d'être entendue lors d'un recours;
- 5° les formes et délais dans lesquels les décisions doivent être prises.

Art. 38. Dans un délai d'un an à dater de la reconnaissance de l'association ou dans les 12 mois qui suivent l'engagement ou la désignation de l'animateur coordonnateur, si celui-ci intervient après la reconnaissance de l'association, celle-ci doit introduire une demande d'agrément de la qualification de son animateur auprès de la sous-commission de qualification visée à l'article 37.

Si l'association n'introduit pas cette demande dans les délais impartis une procédure de retrait de reconnaissance est entreprise à son endroit.

Si une décision de non-qualification de l'animateur, sans octroi d'un délai en application de l'article 37, 3e alinéa, 3°, intervient, l'association doit pourvoir au remplacement de l'animateur endéans les 6 mois. A défaut, une procédure de retrait de reconnaissance est entreprise à son endroit.

Art. 39. La sous-commission est composée paritairement :

1° d'un représentant de chaque fédération reconnue par ailleurs membre de la commission consultative des maisons et centres de jeunes;

2° de représentants de l'administration, prioritairement membres de la commission consultative des maisons et centres de jeunes.

Les membres siègent tous avec voix délibérative.

Section 2. — De la sous-commission de la politique socioculturelle de l'égalité des chances

Art. 40. Il est créé, au sein de la commission, une sous-commission de la politique socioculturelle de l'égalité des chances, ci-après dénommée la sous-commission, qui a pour missions de :

1° répondre aux demandes d'avis de la commission dans le cadre de ce dispositif particulier;

2° susciter réflexions, propositions et développement de projets par les maisons de jeunes qui bénéficient de ce dispositif;

3° préparer l'avis sur le plan d'action quadriennal de chaque association qui introduit un plan d'action complémentaire tel que prévu à l'article 16.

Art. 41. La sous-commission se compose :

1° de deux représentants de chaque fédération reconnue, dont la majorité des associations membres sont reconnues comme maisons de jeunes, et membres de la commission consultative des maisons et centres de jeunes;

2° de deux représentants de l'administration dont au moins un membre de la commission consultative des maisons et centres de jeunes.

Les membres qui représentent les fédérations siègent avec voix délibérative; ceux qui représentent l'administration avec voix consultative.

Section 3. — De la sous-commission de concertation sur l'information des jeunes

Art. 42. Il est créé, au sein de la commission, une sous-commission de concertation sur l'information des jeunes, ci-après dénommée la sous-commission, qui a pour mission d'émettre à l'attention de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, d'initiative ou sur demande, des avis relatifs à toute question touchant à l'information des jeunes de la Communauté française, sa politique et ses développements.

Art. 43. La sous-commission se compose :

1° des trois membres de la commission représentant le Conseil de la Jeunesse d'expression française;

2° d'un représentant :

a) de chaque centre d'information des jeunes reconnu;

b) de chaque fédération reconnue, dont la majorité des membres sont reconnus comme centre d'information des jeunes, membre de la commission;

c) de chaque organisation de jeunesse ou groupement de jeunesse reconnu dans le cadre du décret du 20 juin 1980 dont l'information des jeunes constitue l'objet social premier;

3° de deux représentants de l'administration dont au moins un membre de la commission.

Les membres visés au 1^{er} alinéa, 1° et 2°, siègent avec voix délibérative; ceux visés au 3° avec voix consultative.

TITRE IV. — Des subventions

CHAPITRE 1^{er}. — Des subventions aux maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes

Section 1^{re}. — De la subvention ordinaire

Art. 44. L'association reconnue comme maison de jeunes, centre de rencontres et d'hébergement ou centre d'information des jeunes bénéficie, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, d'une subvention annuelle ordinaire qui comprend :

1° une première partie qui se compose;

a) quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé, d'une intervention dans les frais de personnel couvrant, jusqu'à concurrence de 800 000 francs, 85 % des dépenses de rémunérations que l'association supporte en faveur de son animateur coordonnateur;

b) d'une intervention forfaitaire complémentaire couvrant la rémunération de l'animateur coordonnateur de 225 000 francs ou de 75 000 francs selon qu'il est qualifié respectivement de type 1 ou 2 conformément à l'article 37, 2e alinéa;

c) si l'association fait appel à une équipe collégiale, telle que visée à l'article 1^{er}, § 2, 3°, d'une intervention forfaitaire de 200 000 francs destinée à couvrir les frais liés aux activités de cette équipe;

d) d'une intervention forfaitaire, couvrant les dépenses de fonctionnement et liées à la réalisation du plan d'action, d'au moins :

- 700 000 francs si le plan d'action général est agréé au niveau M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1;
- 600 000 francs si le plan d'action général est agréé au niveau M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2;
- 400 000 francs si le plan d'action général est agréé au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3;

e) d'une intervention portant sur la rétribution qu'elle supporte en faveur des personnels complémentaires technique, administratif et culturel. Le Gouvernement détermine les modalités et le montant de l'intervention.

2° une seconde partie, si son plan d'action est agréé dans le cadre des dispositifs particuliers de politique socioculturelle pour l'égalité des chances, de partenariat ou de décentralisation définis aux articles 16 à 18, constituée d'une intervention portant sur la charge salariale d'un travailleur complémentaire si l'association dont le plan d'action est agréé dans le cadre de ces dispositifs particuliers en exprime la demande. Le Gouvernement détermine les modalités et le montant de l'intervention.

Art. 45. Chaque année, le Gouvernement peut, dans les limites des crédits disponibles, affecter d'indices supérieurs à 1 les montants visés à l'article 44.

Section 2. — Des subventions d'aménagement et d'équipement

Art. 46. L'association nouvellement reconnue bénéficie, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, d'une subvention de premier équipement de 200 000 francs liquidée en deux tranches égales :

- 1° la première, l'année où elle perçoit sa première subvention annuelle ordinaire;
- 2° la seconde, l'année suivante.

Après 10 années de subventionnement annuel ordinaire ininterrompu, l'association bénéficie, tous les 5 ans, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, d'une subvention de rééquipement de 75 000 francs.

Durant l'année où l'association bénéficie d'une subvention de premier équipement ou de rééquipement, elle ne peut bénéficier d'aucune autre subvention d'équipement ou d'aménagement à charge des crédits de la Communauté française.

Chaque année, le Gouvernement peut, dans les limites des crédits disponibles, affecter d'indices supérieurs à 1 les montants visés aux 1^{er} et 2^e alinéas.

CHAPITRE II. — De la subvention ordinaire des fédérations

Art. 47. L'association, reconnue comme fédération, bénéficie, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, d'une subvention ordinaire annuelle forfaitaire de 200 000 francs.

CHAPITRE III. — Des liquidation, justification, limitation et suspension des subventions

Art. 48. A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement dispose de six mois au plus pour liquider la subvention ordinaire.

Art. 49. La subvention ordinaire est octroyée pour une année civile et est justifiée par les dépenses réellement consenties par l'association durant l'année civile précédente.

Chaque année, l'association est tenue de communiquer au Gouvernement au plus tard pour le 15 février un tableau de recettes et dépenses relatives à l'année échue faisant distinctement apparaître les dépenses selon les subdivisions visées à l'article 44.

Par ailleurs, l'association est tenue de communiquer au Gouvernement ses comptes annuels approuvés dans le courant du premier semestre de l'année.

L'association est tenue de conserver pendant 5 ans toutes les pièces comptables justificatives de l'utilisation des subventions octroyées et les tenir à disposition pour vérification, conformément aux articles 55 à 58 des lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 50. Sont considérées comme dépenses justificatives :

1° des interventions visées à l'article 44, 1°, a), b) et e) le montant de la rémunération annuelle brute des travailleurs concernés, la cotisation à verser par l'employeur en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs et les autres frais découlant d'obligations légales;

2° de l'intervention visée à l'article 44, 2° : le montant de la rémunération annuelle brute des travailleurs concernés, la cotisation à verser par l'employeur en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs et les autres frais découlant d'obligations légales liés à l'engagement de personnel affecté à l'exécution des aspects de son plan d'action agréés dans le cadre des dispositifs politique socioculturelle d'égalité des chances, partenariat ou décentralisation visés respectivement aux articles 16 à 18.

Sont considérées comme dépenses justificatives des subventions visées à l'article 46, 1^{er} et 2^e alinéas : les dépenses exposées par l'association liées à l'acquisition de mobilier et de matériel didactique à l'exclusion de toute dépense relative à des matériaux consommables.

Le tableau de recettes et dépenses, visé à l'article 49, 2^e alinéa, justifie les interventions forfaitaires, visées aux articles 44, 1°, c) et d), et 47 et, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les interventions visées à l'article 44, 1°, a) et b), la première année où l'association en bénéficie.

Art. 51. Le Gouvernement peut suspendre le droit à l'octroi de la subvention d'une association reconnue dans le cadre du décret pour une durée d'un an au plus lorsque celle-ci ne respecte plus un ou plusieurs critères de reconnaissance définis par le décret.

Le Gouvernement détermine, après avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, les procédures de suspension qui prévoient, au moins :

- 1° les formes et délais dans lesquels les décisions doivent être prises;
- 2° la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de suspension ainsi que ses formes et délais;
- 3° la compétence d'avis de la commission consultative des maisons et centres de jeunes en matière de suspension et de recours;
- 4° la possibilité pour l'association d'être entendue lors d'un recours.

Cette suspension n'est pas renouvelable.

Au terme de celle-ci, l'association recouvre ses droits si elle respecte à nouveau les critères requis. A défaut, une procédure de retrait de reconnaissance est engagée.

Art. 52. L'association, à laquelle la reconnaissance est retirée, conformément à l'article 9, bénéficie d'une dernière subvention ordinaire, pour autant qu'elle soit justifiée conformément au prescrit de l'article 50, égale à autant de douzièmes de la subvention ordinaire perçue l'année précédente que de mois entiers courant du 1^{er} janvier à la date de fin de sa reconnaissance.

TITRE V. — Protection des appellations

Art. 53. Seules les associations reconnues et les associations ayant introduit une demande qui n'a pas encore été traitée sont habilitées à faire usage des appellations. « maison de jeunes », « centre de rencontres et d'hébergement », « centre d'information des jeunes », « centre de jeunes » et appellations assimilables.

Sans préjudice de l'application d'autres peines prévues par le Code pénal ou des législations particulières, est puni d'une amende de 1 000 francs à 2 000 francs quiconque utilise l'une des appellations visées à l'alinéa premier en violation de cette disposition.

Sans préjudice de la compétence reconnue par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales à d'autres fonctionnaires, la qualité d'officier de police judiciaire est accordée aux agents assermentés de niveau 1 des Services du Gouvernement de la Communauté française faisant partie du Service général de la Jeunesse et de l'Éducation permanente et du Service de la Jeunesse (et/ou désignés par le Gouvernement) pour constater les infractions visées à l'alinéa 2.

TITRE VI. — Des dispositions transitoires, abrogatoires et finale

CHAPITRE I^{er}. — Mesures abrogatoires

Art. 54. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1979, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 mars 1985 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 2 juin 1995 et 14 octobre 1997;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1984 fixant les modalités d'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 mars 1987 relatif aux modalités d'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, modifié par l'arrêté du 11 juillet 1989;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 relatif aux modalités d'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 relatif aux modalités d'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

6° l'arrêté ministériel du 25 octobre 1971 fixant les conditions particulières d'agrément permettant d'attribuer la qualité de maisons de jeunes à certaines institutions à caractère spécifique, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Section 1^{re}. — Des reconnaissance et changement de niveau d'agrément des plans d'action

Art. 55. Les associations, agréées dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, sont reconnues de plein droit pour un an à dater de l'entrée en vigueur du décret.

Durant cette année, ces associations bénéficient des subventions prévues pour les associations dont les plans d'action sont agréés comme :

- 1° M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1, pour les associations anciennement agréées en catégorie A;
- 2° M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2, pour les associations anciennement agréées en catégorie B;
- 3° M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3, pour les associations anciennement agréées en catégorie C.

Art. 56. Les associations, agréées antérieurement à l'entrée en vigueur du décret dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées et bénéficiant dans ce cadre d'une équipe collégiale, sont autorisées à continuer à y recourir durant la première année d'application du décret en dérogeant à l'application de l'article 15.

Art. 57. Les associations, agréées antérieurement à l'entrée en vigueur du décret en catégorie A ou B dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées et bénéficiant d'une équipe collégiale, dérogent de plein droit à l'application de l'article 15 et sont classées par la commission, en application de l'article 21, 2^e alinéa, 2°, a), prioritairement pour bénéficier de l'application de l'article 44, 1°, a).

Art. 58. Les associations, agréées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 25 octobre 1971 fixant les normes particulières d'agrément permettant d'attribuer la qualité de maison de jeunes à certaines institutions à caractère spécifique, ont leur plan d'action agréé de plein droit pour un an à dater de l'entrée en vigueur du décret dans le cadre du dispositif relatif à la politique socioculturelle de l'égalité des chances défini à l'article 16.

Durant les quatre premières années d'application du décret, celles qui, visées à l'alinéa 1^{er}, bénéficiaient d'une subvention supplémentaire en conserveront le bénéfice et ce en faveur du seul travailleur engagé dans ce cadre avant l'entrée en vigueur du décret.

Art. 59. A l'issue de la procédure de reconnaissance des associations et d'agrément de leurs plans d'action, entreprise dans le courant de la première année d'application du décret, les plans d'action des associations, antérieurement agréées dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, en catégorie B ou C, ne pourront être agréés dans un niveau supérieur à respectivement M.J.2, C.R.H.2 et C.I.J.2 ou M.J.3, C.R.H.3 et C.I.J.3.

Il peut être dérogé au prescrit du 1^{er} alinéa si interviennent simultanément des décisions compensatoires de retraits de reconnaissance ou de déclassements de niveau d'agrément de plan d'action ou une augmentation des crédits affectés à l'application du décret supérieure à l'indexation visée à l'article 45. Dans ce cas, la commission classe, selon les critères qu'elle détermine, les associations qui doivent bénéficier prioritairement de cette dérogation.

Art. 60. Durant les quatre premières années d'application du décret, aucune décision ne sera prise visant soit à agréer le plan d'action d'une association nouvellement reconnue, soit à agréer le plan d'action d'une association dans un niveau supérieur à celui dans lequel il aura été classé à l'issue de la procédure d'agrément de celui-ci.

Il peut être dérogé au prescrit du 1^{er} alinéa si interviennent simultanément des décisions compensatoires de retraits de reconnaissance ou de déclassements de niveau d'agrément de plan d'action ou une augmentation des crédits affectés à l'application du décret supérieure à l'indexation visée à l'article 45. Dans ce cas, la commission classe, selon les critères qu'elle détermine, les associations qui doivent bénéficier prioritairement de cette dérogation.

Section 2. — De l'agrément des animateurs coordonnateurs

Art. 61. Un animateur coordonnateur agréé, avant l'entrée en vigueur du décret, « pour tout le réseau, tous types confondus » ou « uniquement dans le centre où l'animateur exerce ses fonctions », en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 relatif aux modalités d'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, acquiert, de plein droit, l'agrément respectivement de type 1 ou de type 2, visé à l'article 37, 2e alinéa, lors de l'entrée en vigueur du décret.

Section 3. — De la commission consultative des maisons et centres de jeunes

Art. 62. La commission consultative des centres de jeunes, la commission d'agrément et la commission permanente des maisons de jeunes en milieu populaire, visées à l'arrêté royal du 22 octobre 1971 et ses arrêtés modificatifs, poursuivent leurs activités et exercent, jusqu'à installation de celles-ci, toutes les compétences respectivement dévolues aux commission consultative des maisons et centres de jeunes, sous-commission de qualification et sous-commission de la politique socioculturelle de l'égalité des chances, visées respectivement aux articles 21, 37 et 40.

Section 4. — Des subventions

Art. 63. Durant les quatre premières années d'application du décret, les dispositions visées à l'article 47 ne seront pas d'application.

Art. 64. Les subventions annuelles ordinaires prévues à l'article 44, 1^o, d, sont, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, au moins de :

1^o pour l'exercice budgétaire 2000 :

a) 600 000 francs pour l'association agréée en catégorie A dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

b) 500 000 francs pour l'association agréée en catégorie B dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

c) 300 000 francs pour l'association agréée en catégorie C dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

2^o pour l'exercice budgétaire 2001 :

a) 625 000 francs pour l'association agréée en catégorie A dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

b) 525 000 francs pour l'association agréée en catégorie B dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

c) 325 000 francs pour l'association agréée en catégorie C dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

3^o pour l'exercice 2002 :

a) 650 000 francs pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1;

b) 550 000 francs pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2;

c) 350 000 francs pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3;

4^o pour l'exercice budgétaire 2003 :

a) 675 000 francs pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1;

b) 575 000 francs pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2;

c) 375 000 francs pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3.

Art. 65. Pendant les quatre premières années d'application du décret ou jusqu'à activation du dispositif visé à l'article 44, 2^o, le nombre d'associations, susceptibles de bénéficier, à charge des crédits de la Communauté française, de l'intervention relative au dispositif de la politique socioculturelle de l'égalité des chances défini à l'article 16, est fixé à 11 au plus.

Lors de la procédure de renouvellement de reconnaissance et d'agrément des plans d'action entreprise dans le courant de la première année d'application du décret, la commission consultative des maisons et centres de jeunes classe, selon les critères qu'elle détermine, les demandes pertinentes, si leur nombre excède le quota fixé par le présent article, selon un ordre de priorité.

Art. 66. Les associations, agréées dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, préalablement à l'entrée en vigueur du décret :

a) ne bénéficient pas de l'application de l'article 46, 1^{er} alinéa, l'année de leur première reconnaissance dans le cadre du décret;

b) se voient attribuer, comme date de référence pour l'application de l'article 46, 2^e alinéa, celle à laquelle elles ont été agréées dans le cadre de cet arrêté.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 67. Le décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2001 à l'exception des articles 44, 1^o, a), b), et c), 61 et 64, 1^o, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2000.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 1999-2000.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 88-1. — Amendements de commission, n° 88-2. — Rapport, n° 88-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2000.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2065

[C — 2000/2 9296]

20 JULI 2000. — **Decreet tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

TITEL I. — **De erkenning**

HOOFDSTUK I. — *De erkenning van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra en van jongeren informatiecentra*

Afdeling 1. — Algemene voorwaarden

Artikel 1. Om door de Regering voor onbepaalde tijd te worden erkend als jeugdhuis, ontmoetings- en accommodatiecentrum of jongeren informatiecentrum, moet de vereniging :

§ 1. De volgende criteria in acht nemen :

1° open staan voor alle jongeren, de rechten van de mens indachtig;

2° zoals ieder verantwoordelijk persoon, de beginselen uit de universele verklaring van de rechten van de mens en het internationaal verdrag over de rechten van het kind eerbieden en naleven;

3° zich als doel stellen een kritische, actieve en verantwoordelijke burgerzin te ontwikkelen, voornamelijk bij de jongeren van 12 tot 26 jaar, door zich bewust te zijn van de maatschappelijke realiteit, van de zin voor verantwoordelijkheid en van deelname aan het sociaal, economisch, cultureel en politiek leven alsook sociaal-culturele en creatieve activiteiten ontplooiën en promoten;

4° die methodes en technieken aanwenden die het best aangepast zijn aan de noden van het potentieel publiek en aan de verwezenlijking van het in 2° gestelde doel;

5° niet erkend zijn in het raam van het decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de subsidies aan jongerenorganisaties.

§ 2. De volgende werkingsvoorwaarden in acht nemen :

1° activiteiten uitoefenen die overeenstemmen met het in § 1, 2°, bedoelde doel;

2° een vereniging zonder winstoogmerk zijn, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan verenigingen zonder winstoogmerk en instellingen van openbaar nut;

3° een animatieteam hebben waarvan één lid een voltijds gekwalificeerd animator-coördinator is erkend door de in artikelen 37 tot 39 bedoelde subcommissie voor kwalificatie.

In afwijking hiervan kan een vereniging, voor een maximumduur van 6 jaar, toelating krijgen om collegiaal samen te werken met een team waarvan één lid een gekwalificeerd animator-coördinator is erkend door de in artikelen 37 tot 39 bedoelde subcommissie kwalificatie. Deze afwijking wordt enkel toegekend op aanvraag van de vereniging en mits eensluidend advies van de adviescommissie voor jeugdhuizen en jeugdcentra. Het aantal verenigingen dat geniet van deze afwijking mag niet meer bedragen dan 20 % van het totaal aantal verenigingen wier actieplan zal zijn erkend. De commissie draagt de verenigingen voor die van deze afwijking kunnen genieten en bepaalt, desgevallend, een volgorde op grond van door haar vastgestelde criteria;

4° over een infrastructuur beschikken die is aangepast aan de activiteiten van de vereniging en wiens beheer geheel in haar handen is op grond van hetzij een eigendomsrecht, hetzij van een contract dat haar een legitiem gebruiksrecht van de ruimten garandeert voor de verwezenlijking van haar doelstellingen;

5° het exclusief recht hebben over het gebruik van een telefoonnummer;

6° een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering aangaan voor iedere activiteit van de vereniging;

7° een reguliere boekhouding bijhouden en een rekening openen bij een kredietinstelling;

8° zorgen voor een voortgezette opleiding van het hele animeerteam; ieder jaar minstens één personeelslid toelaten minimum 5 dagen opleiding te nemen tijdens zijn werkuren;

9° de informatie ten behoeve van de leden of gebruikers bekendmaken alsmede de regels inzake de toegang tot de activiteiten, programma's, voorzieningen en de voorwaarden om lid te worden van de vereniging.

Art. 2. Om erkend te blijven moet de vereniging uiterlijk één jaar na de betekening en bovenop de eerbiediging van de voorwaarden uiteengezet in artikel 1 en in artikelen 3 of 4 of 5 en 7, naargelang het type :

— ofwel een actieplan laten erkennen zoals bedoeld in artikelen 10, vijfde lid of 11, vijfde lid of 14, vijfde lid;

— ofwel partner zijn van een vereniging in het raam van zijn actieplan dat is erkend krachtens de in artikelen 16 tot 18 bedoelde bijzondere maatregelen inzake het sociocultureel gelijkheidsbeleid, het partnerschapsverband of de decentralisatie.

Afdeling 2. — De bijzondere erkenningsvoorwaarden van jeugdhuizen, ontmoetings- en accommodatiecentra en jongeren informatiecentra

Onderafdeling 1. — De jeugdhuizen

Art. 3. Om de erkenning als jeugdhuis te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging, naast de in artikelen 1 en 2 bedoelde voorwaarden :

§ 1. Volgend criterium eerbiedigen : een vereniging zijn die is gebaseerd op de opvang van jongeren, hun deelname aan de programmabepaling en de realisatie van gezamenlijke initiatieven van socioculturele bedrijvigheden die tegemoet komen aan de noden van het vestigingsmilieu, onder de verantwoordelijkheid van een gekwalificeerd animator-coördinator.

§ 2. Volgende werkingsvoorwaarden in acht nemen :

1° een raad van bestuur hebben, permanent samengesteld uit minstens eenderde bestuurders ouder dan 26 jaar;

2° een vrije opvang organiseren. Hiervoor :

a) moeten de openingsuren aangepast zijn aan de beschikbaarheid van het potentieel publiek;

b) mag de vereniging, in geval zij lidgeld vraagt, geen belemmering vormen voor de toegang of deelname van de jongere;

c) de gecumuleerde duur van de sluitingsperiode mag niet meer bedragen dan 6 weken per jaar. Bij grote verbouwingswerken mag deze periode worden verlengd tot deze werken zijn voltooid;

3° zorgen voor een actieve deelname van de jongeren in het beheer van de vereniging, met name door de oprichting van advies- en besluitvormingsstructuren die de gebruikers toelaten mee te werken aan de opzet, de realisatie, het beheer en de evaluatie van de initiatieven van de jeugdhuizen;

4° een huishoudelijk reglement aannemen na voorafgaande raadpleging van de gebruikers. Daartoe wordt op de algemene vergadering gevraagd voorstellen in te dienen;

5° ieder jaar een raadgevende vergadering beleggen waaraan iedere jongere die woont in haar actiegebied, indien hij dit wenst, deelneemt net als de vertegenwoordigers van de verenigingen die er actief zijn. Deze vergadering heeft als doel het jeugdhuis zo open mogelijk op te stellen naar de bewoners van haar actieterrein en zo veel mogelijk informatie te verstrekken omtrent haar activiteiten.

Onderafdeling 2. — De ontmoetings- en accommodatiecentra

Art. 4. Om de erkenning als ontmoetings- en accommodatiecentrum te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging, naast de in artikelen 1 en 2 bedoelde voorwaarden, volgende voorwaarden in acht nemen :

1° verblijfsactiviteiten van beperkte duur organiseren;

2° jongeren opvangen in groep of individueel;

3° groepen en individuen die de vereniging bezoeken met elkaar in contact brengen en zorgen voor openheid naar de lokale gemeenschap en voor multiculturele uitwisselingen;

4° de jongeren informatie verstrekken omtrent de verschillende aspecten van de actieradius van de vereniging;

5° de animatieteams van de onthaalde jongerengroepen, op hun verzoek, bijstaan in de realisatie van hun programma;

6° vertrekken en voorzieningen hebben om minstens 50 jongeren in vol pension op te vangen en onderdak te bieden.

Art. 5. In afwijking van artikel 1, § 2, 2° en 7°, kan het centrum een activiteitenzetel zijn van een jeugdorganisatie onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, erkend in het raam van het decreet van 20 juni 1980 tot bepalingen van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties.

In dit geval moet de vereniging een boekhouding bijhouden waarin een onderscheid gemaakt wordt tussen haar financieel beheer en dat van andere centra die eveneens erkend zijn dan de in het eerste lid bedoelde jeugdorganisatie.

Onderafdeling 3. — De Jongeren informatiecentra

Art. 6. Om de erkenning als jongeren informatiecentrum te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging, naast de in artikelen 1 en 2 bedoelde voorwaarden :

§ 1. Volgende voorwaarden in acht nemen :

1° een dienstverlenende vereniging zijn die de jongeren informatie en informatiemiddelen wil toeigenen in een streven naar pluralisme, onafhankelijkheid en volledigheid;

2° twee functies vervullen, namelijk :

- a) een technische functie, om te kunnen antwoorden op rechtstreekse vragen;
- b) een socioculturele functie, via de jongeren, om te komen tot een betere analyse en bewustwording van de sociale, culturele, economische en politieke elementen van hun bestaan.

§ 2. Volgende werkingsvoorwaarden in acht te nemen :

1° een anonieme, vrije en gratis toegang tot informatie garanderen;

2° zorgen voor de opvang in haar vertrekken, met vrije toegang, minstens 46 weken per jaar, op grond van een regelmatige uurregeling en rekening houdend met de school- of beroepsactiviteiten van de jongeren.

Art. 7. In afwijking van artikel 1, § 2, 2° en 7°, kan het centrum een activiteitenzetel zijn van een jeugdorganisatie onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, erkend in het raam van het decreet van 20 juni 1980 tot bepalingen van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties.

In dit geval moet de vereniging een boekhouding bijhouden waarin een onderscheid gemaakt wordt tussen haar financieel beheer en dat van andere centra die eveneens erkend zijn dan de in het eerste lid bedoelde jeugdorganisatie.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning als federatie*

Art. 8. Om de erkenning als federatie te verkrijgen en te behouden, moet een vereniging volgende voorwaarden eerbiedigen :

1° zorgen voor de vertegenwoordiging van de in het raam van onderhavig decreet erkende verenigingen;

2° ten behoeve van voornoemde zorgen voor coördinatie, informatie-advies, stimuleren van nieuwe initiatieven, opleidingen en pedagogische begeleiding;

3° minstens in een federatie verenigen :

- a) hetzij vijftien erkende jeugdhuizen;
- b) hetzij vijf erkende ontmoetings- en accommodatiecentra;
- c) hetzij vijf erkende jongeren informatiecentra.

Deze tehuizen en centra moeten minstens in vier van de volgende zes gebieden ondergebracht zijn : de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luxemburg, Namen, Luik met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 5 van de wetten op het taalgebruik in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en van het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad.

Indien meerdere federaties onder hun leden eenzelfde jeugdhuis, eenzelfde ontmoetings- en accommodatiecentrum of eenzelfde jongeren informatiecentrum tellen, duidt dit centrum de federatie aan bij wie het lid is om de in het eerste lid, 3°, bedoelde telling te verrichten.

HOOFDSTUK III. — *De procedure voor de toekenning en de intrekking van de erkenning*

Art. 9. De Regering legt, na advies van de adviescommissie voor de jeugdhuizen en -centra, de procedures vast voor de toekenning en intrekking van de erkenning die minstens voorzien in :

1° de wijzen voor de indiening van de erkenningsaanvraag;

2° de mogelijkheid voor de vereniging om beroep aan te tekenen tegen de weigering of intrekking van de erkenning alsook de vormen en termijnen hiervoor;

3° de raadgevende bevoegdheid van de adviescommissie voor de jeugdhuizen en -centra inzake beroepszaken;

4° de mogelijkheid voor de vereniging om te worden gehoord tijdens een beroepsprocedure;

5° de wijzen (vormen en termijnen) volgens dewelke de beslissingen moeten worden genomen inzake de toekenning, intrekking of weigering van een erkenning of een beroep.

TITEL II. — *De goedkeuring van het actieplan van de jeugdhuizen, de ontmoetings- en accommodatiecentra en de jongeren informatiecentra*

HOOFDSTUK I. — *De goedkeuring van het actieplan*

Afdeling 1. — *De erkenning van het actieplan van het jeugdhuis*

Art. 10. Het vierjaarlijks actieplan van het jeugdhuis definieert de socioculturele en economische leefomgeving van het jeugdhuis, de opdrachten die zij wenst te volbrengen, haar prioritaire doelstellingen alsook de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te realiseren.

Het actieplan wordt erkend als niveau J.H.1, J.H.2 of J.H.3, naargelang het aantal socioculturele activiteiten, collectieve initiatieven, uren dat de jongeren worden opgevangen en de nagestreefde doelstellingen. De socioculturele activiteit is een regelmatig of tijdelijk initiatief van educatieve of recreatieve aard. Het collectief initiatief wordt gerealiseerd in meerdere fasen en in groep uitgewerkt en concreet uitgevoerd.

Opdat het actieplan zou worden erkend als niveau J.H.1, moet het jeugdhuis minstens :

- 1° 26 socioculturele activiteiten per maand organiseren in samenwerking met de jongeren en met een minimum van 3 activiteiten per week;
- 2° zorgen dat de jongeren worden opgevangen en toegang krijgen tot de verschillende door het jeugdhuis georganiseerde activiteiten met een minimum van 1600 uren per jaar, verdeeld over minstens 20 uren per week;
- 3° jaarlijks 3 collectieve acties ondernemen;
- 4° jaarlijks minstens drie activiteiten organiseren waaraan de plaatselijke bevolking kan deelnemen.

Opdat het actieplan zou worden erkend als niveau J.H.2, moet het jeugdhuis minstens :

- 1° 18 socioculturele activiteiten per maand organiseren in samenwerking met de jongeren en met een minimum van 2 activiteiten per week;
- 2° zorgen dat de jongeren worden opgevangen en toegang krijgen tot de verschillende door het jeugdhuis georganiseerde activiteiten met een minimum van 1200 uren per jaar, verdeeld over minstens 15 uren per week;
- 3° jaarlijks 2 collectieve acties ondernemen;
- 4° jaarlijks minstens twee activiteiten organiseren waaraan de plaatselijke bevolking kan deelnemen.

Opdat het actieplan zou worden erkend als niveau J.H.3, moet het jeugdhuis minstens :

- 1° 10 socioculturele activiteiten per maand organiseren in samenwerking met de jongeren en met een minimum van één activiteit per week;
- 2° zorgen dat de jongeren worden opgevangen en toegang krijgen tot de verschillende door het jeugdhuis georganiseerde activiteiten met een minimum van 800 uren per jaar, verdeeld over minstens 10 uren per week;
- 3° jaarlijks 1 collectieve acties ondernemen;
- 4° jaarlijks minstens één activiteit organiseren waaraan de plaatselijke bevolking kan deelnemen.

Bij grote verbouwingswerken, mag een jeugdhuis gesloten blijven totdat deze werken voltooid zijn. Deze periode waarbij het centrum geheel of gedeeltelijk gesloten is, geeft geen gevolgen voor de evaluatie.

Afdeling 2. — De goedkeuring van het actieplan van het ontmoetings- en accommodatiecentrum

Art. 11. Het vierjaarlijks actieplan van het ontmoetings- en accommodatiecentrum definieert de kwaliteit van de opvang, de infrastructuur, de bijdrage van het centrum tot de verwezenlijking van de activiteiten van de onthaalde groepen alsmede de versterking van de regionale integratie.

Het actieplan wordt erkend in niveau O.A.C.1, O.A.C.2 of O.A.C.3, naargelang het aantal lokalen, de duur van de sluitingsperiodes, de bezettingsgraad en de nagestreefde doelstellingen.

Opdat het actieplan zou worden erkend in niveau O.A.C.1, moet het ontmoetings- en accommodatiecentrum minstens :

- 1° beschikken over 3 activiteitenlokalen, naast de opvang-, eet- en slaapzalen;
- 2° de jaarlijkse sluitingsperiodes beperken tot 6 weken;
- 3° een bezettingsgraad hebben van minstens 40 %, hetzij in overnachtingen hetzij in dagactiviteiten, berekend op basis van 323 dagen per jaar en maximum 100 bedden.

Opdat het actieplan zou worden erkend in niveau O.A.C.2, moet het ontmoetings- en accommodatiecentrum minstens :

- 1° beschikken over 2 activiteitenlokalen, naast de opvang-, eet- en slaapzalen;
- 2° de jaarlijkse sluitingsperiodes beperken tot 9 weken;
- 3° een bezettingsgraad hebben van minstens 35 %, hetzij in overnachtingen hetzij in dagactiviteiten, berekend op basis van 302 dagen per jaar en maximum 100 bedden.

Opdat het actieplan zou worden erkend in niveau O.A.C.3, moet het ontmoetings- en accommodatiecentrum minstens :

- 1° beschikken over één activiteitenlokaal, naast de opvang-, eet- en slaapzalen;
- 2° de jaarlijkse sluitingsperiodes beperken tot 12 weken;
- 3° een bezettingsgraad hebben van minstens 30 %, hetzij in overnachtingen hetzij in dagactiviteiten, berekend op basis van 281 dagen per jaar en maximum 100 bedden.

Bij grote verbouwingswerken mag een centrum gesloten blijven totdat deze werken voltooid zijn. Deze periode waarbij het centrum geheel of gedeeltelijk gesloten is, geeft geen gevolgen voor de evaluatie.

Voor de berekening van de in het derde lid, 3°, het vierde lid, 3° en het vijfde lid, 3°, bedoelde graden telt een dag voorgegaan of gevolgd door een nacht als een geheel, zoals een nacht alleen of een dag alleen.

Art. 12. De schoolactiviteiten, met name de bosklassen en gelijkaardige verblijven, mogen niet meer dan 50 % omhelzen van de minimumactiviteiten die in aanmerking worden genomen voor de goedkeuring van een actieplan in een bepaald niveau.

Art. 13. Het centrum mag niet meer dan 30 % van haar activiteiten wijden aan de leden van de jeugdorganisatie die is erkend in de categorie beweging in het raam van het decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties, of de permanente organisatie die is erkend in het raam van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, waarbij het is aangesloten.

Afdeling 3. — De goedkeuring van het actieplan van het jongeren informatiecentrum

Art. 14. De vierjaarlijks actieplan van het jongeren informatiecentrum definieert de wijzen voor de conceptie van informatie en voor de verspreiding.

Het actieplan wordt erkend in niveau J.I.C.1, J.I.C.2 of J.I.C.3 naargelang de duur van de opvang, het aantal informatiethema's en de nagestreefde doelstellingen. De subcommissie voor overleg over jongereninformatie stelt een lijst op van de informatiedomeinen die zij ter goedkeuring voorlegt aan de Regering.

Opdat het actieplan erkend zou worden in het niveau J.I.C.1, moet het jongeren informatiecentrum minstens :

1° informatie uit 7 domeinen vergaren en bijhouden;

2° zorgen voor de opvang van jongeren gedurende minstens 25 uren per week gespreid over minstens 5 dagen.

Opdat het actieplan erkend zou worden in het niveau J.I.C.2, moet het jongeren informatiecentrum minstens :

1° informatie uit 6 domeinen vergaren en bijhouden;

2° zorgen voor de opvang van jongeren gedurende minstens 20 uren per week gespreid over minstens 4 dagen.

Opdat het actieplan erkend zou worden in het niveau J.I.C.3, moet het jongeren informatiecentrum minstens :

1° informatie uit 5 domeinen vergaren en bijhouden;

2° zorgen voor de opvang van jongeren gedurende minstens 15 uren per week gespreid over minstens 3 dagen.

Bij grote verbouwingwerken mag een centrum gesloten blijven totdat deze werken voltooid zijn. Deze periode waarbij het centrum geheel of gedeeltelijk gesloten is, geeft geen gevolgen voor de evaluatie.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 15. Het actieplan van een vereniging die geniet van de afwijking bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, kan enkel worden erkend in niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Art. 16. Het actieplan van een jeugdhuis kan daarenboven in het raam van de bijzondere bepaling voor een sociocultureel gelijkheidsbeleid worden erkend indien het, in het raam van zijn actieplan, een bijzondere actie op het getouw zet voor jongeren wier economische, sociale of culturele omstandigheden minder gunstig zijn.

Deze bijzondere actie omhelst een programma van specifieke acties zoals bepaald in het derde lid en gebaseerd op een aangepaste pedagogische benadering die rekening houdt met de maatschappelijke, economische en culturele realiteit van het actiegebied van het jeugdhuis en van zijn potentieel publiek.

De subcommissie voor het sociocultureel gelijkheidsbeleid, bedoeld in artikelen 40 en 41, bepaalt welke elementen moet vervat zijn in het programma en kenmerkt de sociale problematiek alsook de sociaal-economische en culturele context die de goedkeuring van deze actie mogelijk maken in het raam van deze bepaling. Zij legt deze elementen en problematiek ter goedkeuring voor aan de Regering.

De programmeringselementen gaan met name over :

1° de realisatie van socioculturele activiteiten gebaseerd op actieve pedagogieën dewelke de socioculturele ontplooiing van de doelgroep bevorderen;

2° de koppeling van de culturele actie aan de andere bijzondere dienstverleningen;

3° de totstandkoming, op eigen initiatief of in partnerschapsverband, van gemeenschappelijke acties ter bevordering van de maatschappelijke veranderingen en de valorisatie van de doelgroep;

4° een analyse van het interventiemilieu, rekening houdend met de jongeren en hun leefomgeving, door meer rekening te houdend met hun vragen en noden ten aanzien van het jeugdhuis;

5° de realisatie van een socioculturele activiteit die kan worden aangevuld met een interculturele dynamiek en acties ten behoeve van de jongsten.

De elementen die in aanmerking worden genomen om de sociale, economische en culturele context van de kansarme jongeren die het jeugdhuis bezoeken, te omschrijven zijn :

1° de schoolplicht;

2° het familiaal milieu;

3° de woonomstandigheden;

4° de sociaal-economische omstandigheden van de jongeren;

5° de kenmerken van het interventiegebied;

6° de noden en behoeften van het publiek.

Art. 17. Het actieplan van een jongeren informatiecentrum kan daarenboven in het raam van de bijzondere bepaling inzake het partnerschapsverband worden erkend indien zijn actieplan samenwerkingsverbanden tot stand laat komen met één of meerdere overheden, parastatale socioculturele instellingen om de jongereninformatie bij een welbepaald publiek meer ingang te doen vinden. De adviescommissie van de jeugdhuisen en -centra kan evenwel via afwijking, de regering vragen in te stemmen met andere partners.

De samenwerkingsverbanden vertalen zich in partnerschapsovereenkomsten waarin iedere instelling een aanzienlijk aandeel levert voor de verwezenlijking van het uiteindelijke doel. De overeenkomsten moeten handelen over wederkerende activiteiten omtrent jongerenvoorlichting die zijn gespreid over de duur van het vierjarenplan en een welbepaalde doelgroep beogen.

De overlegcommissie voor overleg over de jongereninformatie bepaalt welke elementen moeten vervat zitten in de partnerschapsovereenkomst (met name de uitbouw van de activiteiten van het centrum die uit dit partnerschapsverband voortvloeien) en legt deze ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 18. Een vierjarenactieplan kan daarenboven worden erkend in het raam van de bijzondere bepaling inzake decentralisatie die de vereniging bewerkstelligt. Dit plan omhelst een programma van specifieke acties of diensten gericht naar jongeren of jongerengroepen wiens toegang tot de vereniging belemmert is door geografische factoren of cultureel-sociologische factoren gekoppeld aan de woonomgeving.

De adviescommissie voor jeugdhuisen en -centra bepaalt welke elementen moeten vervat zitten in het programmering van de bepaling inzake de decentralisatie en de stereotypering van het publiek waarop de decentralisering van toepassing is. Deze berust immers op het feit dat de betrokken jongeren leven in andere wijken of dorpskernen dan deze waar de vereniging is gelegen. De adviescommissie legt deze elementen ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 19. Het actieplan van een jeugdhuis, een ontmoetings- of accommodatiecentrum of van een jongeren informatiecentrum kan enkel worden erkend in het raam van één van de in artikelen 16 tot 18 bedoelde bepalingen en kan, tijdens de uitvoering van het vierjarenactieplan, niet genieten van een enkele toelage met betrekking tot de in artikel 44, 2°, bedoelde bijzondere bepaling.

HOOFDSTUK III. — *De goedkeuringsprocedure voor de actieplannen*

Art. 20. Na advies van de adviescommissie voor jeugdhuisen en -centra legt de Regering de procedures vast inzake de goedkeuring van de actieplannen dewelke minstens voorzien in :

- 1° de wijzen voor de indiening van de goedkeuringsaanvragen;
- 2° de wijzen van het toezicht op de uitvoering van de actieplannen;
- 3° de wijzen voor de wijziging van goedkeuringsniveau die slechts één maal tijdens de vier jaren van het actieplan mag worden doorgevoerd;
- 4° de mogelijkheid voor de vereniging om een beroep aan te tekenen tegen de weigering of wijziging van de goedkeuring van een actieplan alsook de vormen en termijnen hiervoor;
- 5° de raadgevende bevoegdheid van de adviescommissie voor de jeugdhuisen en -centra inzake beroepszaken;
- 6° de mogelijkheid voor de vereniging om te worden gehoord tijdens een beroepsprocedure;
- 7° de wijzen volgens dewelke de beslissingen moeten worden genomen inzake de goedkeuring, de wijziging van een goedkeuring of een beroep.

TITEL III. — *De commissie en subcommissies*

HOOFDSTUK I. — *De adviescommissie voor de jeugdhuisen en -centra*

Art. 21. Er wordt bij de Franse Gemeenschapsregering een adviescommissie van de jeugdhuisen en -centra opgericht, hierna de commissie genoemd.

De commissie heeft tot doel :

- 1° adviezen te verstrekken :
 - a) over de procedures inzake de toekenning en de intrekking van de erkenning, van de wijziging van de erkenning van de actieplannen, de schorsing van het recht op toelage en van de erkenning van de animatoren-coördinatoren en de beroepen hiertegen;
 - b) over de dossiers ingediend door de verenigingen met het oog op hun erkenning, de goedkeuring van hun actieplannen en de wijzigingen van de erkenning hiervan;
 - c) over de aanvragen om buitengewone toelagen die worden ingediend door erkende verenigingen;
- 2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, adviezen of voorstellen formuleren over :
 - a) de jaar- of meerjarenplanning :
 - voor de verlening van erkenningen;
 - van de erkenningen in het raam van de bijzondere bepalingen van het decreet bedoeld in artikelen 16 tot 18;
 - voor de toekenning van de verschillende in artikelen 44, 46 en 47 bedoelde toelagen;
 - b) de promotie van erkende verenigingen;
- 3° in overleg met de Conseil de la Jeunesse d'Expression française en volgens de wijze bepaald door de Regering, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap, adviezen of voorstellen formuleren met betrekking tot de beleidslijnen die gevolgen hebben voor de jeugd op plaatselijk niveau;
- 4° zich uit te spreken over de adviezen en voorstellen die worden uitgebracht door de subcommissies voor het sociocultureel gelijkheidsbeleid en voor het overleg over de jongereninformatie;
- 5° de follow-up van deze adviezen en voorstellen verzorgen en coördineren. De adviezen van de subcommissies worden systematisch gevoegd bij de adviezen van de commissie.

Art. 22. De commissie bestaat uit :

- 1° de leden, die er in zetelen en stemgerechtigd zijn, als volgt verdeeld :
 - a) drie leden die de *Conseil de la Jeunesse d'Expression française* vertegenwoordigen;
 - b) drie leden aangeduid door de Regering op basis van hun bevoegdheid in jeugdzaken;
 - c) twee leden per erkende vereniging waarvan de meerderheid van de ledenverenigingen erkend is als jeugdhuis;
 - d) een lid per erkende vereniging waarvan de meerderheid van de ledenverenigingen erkend is als ontmoetings- of accommodatiecentrum of als jongeren informatiecentrum;
 - e) acht leden verdeeld onder de federaties naar rato van het aantal erkende jeugdhuisen, ontmoetings- en accommodatiecentra en jongeren informatiecentra waartoe zij respectievelijk behoren;
- 2° de leden met raadgevende stem, namelijk :
 - a) een vertegenwoordiger van iedere Franstalige provincie en een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, respectievelijk aangeduid door iedere permanente deputatie of door het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
 - b) drie vertegenwoordigers van het bestuur, voorgedragen door deze laatste en aangeduid door de Regering. Zij staan in voor het secretariaat.

Art. 23. De leden van de commissie worden door de Regering aangeduid op voordracht van de in artikel 22 bedoelde organen of instanties.

Art. 24. Voor ieder werkend lid stelt de Regering, onder dezelfde voorwaarden, een plaatsvervanger aan.

De plaatsvervanger neemt deel aan de werkzaamheden van de commissie in afwezigheid van het werkend lid en is stemgerechtigd. Hij ontvangt ambtshalve, ter informatie, iedere oproeping of ieder document gericht aan alle werkende leden.

Art. 25. De commissie vergadert minstens een maal per kwartaal en daarnaast op verzoek van de Regering of minstens een vijfde van de leden van de commissie.

Er kan bij de in artikel 21, tweede lid, bedoelde adviezen en voorstellen een minderheidsnota gevoegd worden. Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden voor het opstellen van een dergelijke minderheidsnota. Deze mag in geen geval meer tekens bevatten dan de meerheidstekst.

De commissie heeft drie maand de tijd, vanaf de ontvangst van het verzoek, om de door de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap gevraagde adviezen of voorstellen te formuleren. Deze bepaling is niet van toepassing op de in artikelen 9, 20 en 37, vierde lid, bedoelde materies.

Indien de commissie vergadert met minder dan 1/3 van haar leden, dienen de aangenomen adviezen en voorstellen opnieuw gestemd worden als, binnen de acht werkdagen na de verzending van de notulen van de zitting, 5 leden van de commissie die tijdens de eerste vergadering voorafgaandelijk waren verontschuldigd, hierom verzoeken. De tweede stembeurt is definitief ongeacht het aantal aanwezige leden in de zitting.

De commissie neemt, bij 3/4 meerderheid van de aanwezige leden, een huishoudelijk reglement aan dat zij ter goedkeuring aan de Regering voorlegt. Dit reglement begint tevens de regels inzake de werking van de subcommissies.

Art. 26. De commissie kiest, door en onder haar stemgerechtigde leden, een voorzitter die :

1° de activiteiten van de commissie plant en de commissie samenroept;

2° instaat voor de vertegenwoordiging van de commissie naar buiten toe;

3° toeziet op de toepassing van de beslissingen van de commissie;

4° tussen twee vergaderingen in, elke nuttige maatregel treft voor de algemene opdrachten en doelstellingen van de commissie.

Art. 27. De commissie mag werkgroepen oprichten en bepaalt hiervan de opdracht en samenstelling. Deze worden voorgezeten door een lid van de commissie dat door haar wordt aangeduid.

Art. 28. Bij de vernieuwing van de mandaten maakt de commissie een activiteitenverslag op voor de Regering, de Raad en de in het raam van dit decreet erkende verenigingen.

Art. 29. De Regering installeert de commissie binnen de vier maanden na de inwerkingtreding van het decreet.

Art. 30. Om lid te worden van de commissie moet men afgevaardigd zijn door de instantie die het recht heeft om krachtens artikel 22 te worden vertegenwoordigd.

Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden duurt 4 jaar; dit mandaat is hernieuwbaar.

Art. 31. § 1. Het mandaat van de werkende leden verstrijkt :

1° op de vervaldag na 4 jaar;

2° bij vrijwillig ontslag of bij overlijden;

3° bij terugtrekking betekend bij het secretariaat van de commissie op initiatief van de instantie waarvan het lid de mandataris is;

4° door de terugtrekking of de niet-hernieuwing van de erkenning van een vertegenwoordigde federatie die krachtens artikel 22 het recht had er te worden vertegenwoordigd;

5° door verlies van het recht om te zetelen in de commissie. Dit verlies is het gevolg van de voorafgaandelijk onverantwoorde afwezigheid van het werkend of plaatsvervangend lid tijdens drie opeenvolgende vergaderingen of tijdens de helft van de jaarlijkse zittingen. Dit recht kan worden herwonnen op verzoek van de betrokken instantie en na beslissing van de commissie.

§ 2. Er wordt voorzien in de vervanging van het werkend of plaatsvervangend lid volgens de in artikel 24 bedoelde procedure.

De aldus te beurt gevallen mandaten van de werkende of plaatsvervangende leden zijn slechts geldig voor de resterende periode van de gewone looptijd van vier jaren.

Art. 32. De commissie neemt haar beslissingen bij gewone meerderheid van de door de aanwezige leden uitgebrachte stemmen, voorzover 1/3 van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Art. 33. De commissie kan tijdens haar werkzaamheden personen uitnodigen wier aanwezigheid haar nuttig lijkt om de agendapunten te onderzoeken. Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. 34. De Regering verleent de commissie werkmiddelen of personeel.

Zij geeft haar de door haar nuttig geachte bijstand en informatie. Zij belast meer in het bijzonder de dienst jeugdzaken met het secretariaat en de betrekkingen met de betrokken besturen en met de verzending van de notulen van de commissievergaderingen naar de Regering.

Art. 35. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de commissieleden en de adviesverlenende personen waarop deze beroep doet, presentiegelden en verplaatsingsvergoedingen.

HOOFDSTUK II. — *De subcommissies*

Art. 36. Artikelen 24, 29 en 35 zijn mutatis mutandis van toepassing op de in artikelen 37 tot 43 bedoelde subcommissies.

Afdeling 1. — De subcommissie kwalificatie

Art. 37. Er wordt, in de schoot van de commissie, een subcommissie kwalificatie opgericht, hierna de subcommissie genoemd, met als opdracht :

1° de competentie van de kandidaten voor de functie gekwalificeerd animator-coördinator erkennen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering adviezen uitbrengen betreffende de bekwaamheidsprofielen voor de bepaling van de functie gekwalificeerd animator-coördinator;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, adviezen verstrekken over de opleidingen die recht kunnen geven op een kwalificatie-erkenning.

De subcommissie bepaalt de kwalificatiecriteria, de bekwaamheidsprofielen en de vereiste opleidingen die recht geven op een kwalificatie-erkenning, legt deze, na akkoord van de adviescommissie voor de jeugdhuisen en –centra, ter goedkeuring voor aan de Regering. De kwalificatie is van het type 1 wanneer de kandidaat geheel voldoet aan het profiel. De kwalificatie is van het type 2 wanneer de kandidaat voldoet aan een deel van het profiel.

De subcommissie kan volgende beslissingen nemen :

1° beslissing tot kwalificatie van het type 1 en 2;

2° beslissing tot niet-kwalificatie, met toekenning van een termijn om deze kwalificatie te verkrijgen;

3° beslissing tot niet-kwalificatie.

Na advies van de adviescommissie voor jeugdhuisen en –centra legt de Regering de procedures vast inzake de beroepen tegen de in het derde lid bedoelde beslissingen, dewelke minstens voorzien in :

1° de mogelijkheid voor de vereniging om een beroep in te dienen;

2° de vormen en termijnen waarbij dit moet worden gedaan;

3° de raadgevende bevoegdheid van de adviescommissie voor de jeugdhuisen en –centra inzake beroepszaken;

4° de mogelijkheid voor de vereniging om te worden gehoord tijdens een beroepsprocedure;

5° de vormen en termijnen volgens dewelke de beslissingen moeten worden genomen.

Art. 38. Binnen één jaar vanaf de erkenning van de vereniging of binnen de 12 maand na de aanstelling of aanduiding van de animator-coördinator, als dit gebeurt na de erkenning van de vereniging, moet zij een aanvraag om erkenning van de kwalificatie van haar animator-coördinator indienen bij de in artikel 37 bedoelde subcommissie kwalificatie.

Indien de vereniging deze aanvraag niet indient binnen de toegekende termijnen, wordt een procedure tot intrekking van de erkenning opgestart tegen haar.

Indien een beslissing tot niet-kwalificatie van de animator wordt genomen zonder dat een termijn wordt toegekend met toepassing van artikel 37, derde lid, 3° moet de vereniging binnen de 6 maanden de animator vervangen. Zoniet wordt een procedure tot intrekking van de erkenning opgestart.

Art. 39. De subcommissie is paritair samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van iedere erkende federatie en overigens lid van de adviescommissie voor de jeugdhuisen en –centra;

2° vertegenwoordigers van het bestuur, bij voorkeur leden van de adviescommissie voor de jeugdhuisen en –centra.

De leden zijn allen stemgerechtigd.

Afdeling 2. — De subcommissie sociocultureel gelijkheidsbeleid

Art. 40. Er wordt, in de schoot van de commissie, een subcommissie sociocultureel gelijkheidsbeleid opgericht, hierna de subcommissie genoemd, met als opdracht :

1° de verzoeken om advies vanwege de commissie in het raam van deze bijzondere bepaling beantwoorden;

2° aanzetten tot bezinning, voorstellen laten formuleren en projecten doen uitwerken door de jeugdhuisen die van deze bepaling genieten;

3° een advies voorbereiden over het vierjarenactieplan van iedere instelling die een bijkomstig actieplan indient, zoals voorzien in artikel 16.

Art. 41. De subcommissie is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van iedere erkende federatie, waarvan de meerderheid van de aangesloten verenigingen erkend zijn als jeugdhuisen, en leden van de adviescommissie voor jeugdhuisen en –centra;

2° twee vertegenwoordigers van het bestuur waarvan minstens één lid van de adviescommissie voor jeugdhuisen en –centra.

De leden die de federaties vertegenwoordigen, zijn stemgerechtigd; deze die het bestuur vertegenwoordigen hebben een raadgevende stem.

Afdeling 3. — De subcommissie voor overleg over jongereninformatie

Art. 42. Er wordt, in de schoot van de commissie, een subcommissie voor overleg over jongereninformatie opgericht, hierna de subcommissie genoemd, met als opdracht op eigen initiatief of op verzoek adviezen uit te brengen bij de adviescommissie voor jeugdhuisen en –centra aangaande ieder onderwerp dat verband houdt met de voorlichting van de jongeren van de Franse Gemeenschap, het beleid en de evolutie ter zake.

Art. 43. De subcommissie is samengesteld uit :

1° de drie leden van de commissie die de *Conseil de la Jeunesse d'Expression française* vertegenwoordigen;

2° een vertegenwoordiger :

a) van ieder erkend jongeren informatiecentrum;

b) van iedere erkende federatie, waarvan het merendeel van de leden erkend is als jongeren informatiecentrum, lid van de commissie;

c) iedere jeugdorganisatie of jeugdbeweging erkend in het raam van het decreet van 20 juni 1980 en wiens maatschappelijk hoofddoel bestaat in de voorlichting van de jongeren;

3° twee vertegenwoordigers van het bestuur waarvan minstens één lid van de commissie.

De in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde leden zijn stemgerechtigd; de in 3° bedoelde leden hebben raadgevende stem.

TITEL IV. — De toelagen

HOOFDSTUK I. — *De toelagen aan jeugthuizen, ontmoetings- en accommodatiecentra en jongeren informatiecentra**Afdeling 1. — De gewone toelage*

Art. 44. De vereniging die is erkend als jeugdhuis, ontmoetings- en accommodatiecentrum of als jongeren informatiecentrum geniet, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, een gewone jaarlijkse toelage, omvattende :

1° een eerste deel dat bestaat uit :

a) ongeacht het niveau waarin het vierjarenactieplan is erkend, een tegemoetkoming in de personeelskosten die, tot maximum 800 000 BEF, 85% van de uitgaven dekt voor de lonen die de vereniging ten laste neemt voor haar animator-coördinator;

b) een bijkomende forfaitaire tegemoetkoming voor de bezoldiging van de animator-coördinator ten belope van 225 000 BEF of 75 000 BEF, naargelang deze respectievelijk is gekwalificeerd als type 1 of 2 overeenkomstig artikel 37, tweede lid;

c) indien de vereniging beroep doet op een collegiaal team, zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, een forfaitaire tegemoetkoming van 200 000 BEF voor de onkosten die voortvloeien uit de activiteiten van dit team;

d) een forfaitaire tegemoetkoming, voor de werkingsuitgaven en gekoppeld aan de tenuitvoerlegging van het actieplan, van ten minste :

— 700 000 BEF indien het algemeen actieplan is erkend in het niveau J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1;

— 600 000 BEF indien het algemeen actieplan is erkend in het niveau J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2;

— 400 000 BEF indien het algemeen actieplan is erkend in het niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3;

e) een tegemoetkoming voor de retributie die de vereniging ten laste neemt voor bijkomend technisch, administratief en cultureel personeel. De Regering bepaalt de wijzen en het bedrag van deze tegemoetkoming.

2° een tweede deel, indien haar actieplan erkend is in het raam van de bijzondere bepalingen inzake het sociocultureel gelijkheidsbeleid, het partnerschapsverband of inzake de decentralisatie bedoeld in artikelen 16 tot 18, bestaande uit een tegemoetkoming in de loonlast van een bijkomende werknemer indien de vereniging waarvan het actieplan is erkend in het raam van deze bijzondere bepalingen hierom verzoekt. De Regering bepaalt de wijzen en het bedrag van deze tegemoetkoming.

Art. 45. De Regering kan, ieder jaar, binnen de perken van de beschikbare kredieten, de in artikel 44 bedoelde bedragen aanwenden voor indexen hoger dan 1.

Afdeling 2. — De toelagen voor inrichtingen en voorzieningen

Art. 46. De pas erkende vereniging geniet, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, een tegemoetkoming voor de eerste voorzieningen van 200 000 BEF die wordt uitbetaald in gelijke schijven :

1° de eerste schijf tijdens het jaar waarin zij haar jaarlijkse gewone toelage ontvangt;

2° de tweede schijf het daaropvolgend jaar.

Na 10 jaar ononderbroken gewone jaarlijkse toelagen te hebben ontvangen, krijgt de vereniging, iedere 5 jaar, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, een toelage van 75 000 BEF voor nieuwe voorzieningen.

Tijdens het jaar dat de vereniging een toelage krijgt voor de eerste voorzieningen of voor nieuwe voorzieningen, kan zij geen andere toelage krijgen voor inrichtingen of voorzieningen ten laste van de kredieten van de Franse Gemeenschap.

De Regering kan, ieder jaar en binnen de perken van de beschikbare kredieten, de in het eerste en tweede lid bedoelde bedragen aanwenden voor indexen hoger dan 1.

HOOFDSTUK II. — *De gewone toelage voor de federaties*

Art. 47. De vereniging die erkend is als federatie geniet, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, van een jaarlijkse gewone toelage van 200 000 BEF.

HOOFDSTUK III. — *De uitbetaling, rechtvaardiging, beperking en schorsing van de toelagen*

Art. 48. Vanaf 1 januari van ieder jaar en voorzover de algemene uitgavenbegroting voorafgaandelijk werd aangenomen, krijgt de Regering maximum zes maand om de gewone toelage uit te betalen.

Art. 49. De gewone toelage wordt toegekend voor een kalenderjaar en wordt verantwoord door de werkelijke uitgaven die door de vereniging zijn toegestaan tijdens het voorgaand kalenderjaar.

Ieder jaar moet de vereniging uiterlijk tegen 15 februari een overzichtstabel voorleggen aan de Regering betreffende de inkomsten en uitgaven met betrekking tot het verstreken jaar waarin de uitgaven afzonderlijk worden weergegeven volgens de onderafdelingen bedoeld in artikel 44.

De vereniging is overigens verplicht haar goedgekeurde jaarrekeningen voor te leggen aan de Regering tijdens het eerste semester van het jaar.

De vereniging is verplicht om gedurende vijf jaar alle boekhoudkundige documenten die het gebruik van de toegekende toelagen verantwoorden, bij te houden en deze ter beschikking te houden in geval van controle, overeenkomstig artikelen 55 tot 58 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 50. Worden beschouwd als gerechtvaardigde uitgaven :

1° de in artikel 44, 1°, a), b) en c) bedoelde tegemoetkomingen : het bedrag van de jaarlijkse bruto-wedde van de betrokken werknemers, de bijdrage die de werkgever krachtens de wet op de sociale zekerheid van de werknemers moet storten en de andere lasten die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen;

2° de in artikel 44, 2°, bedoelde tegemoetkoming : het bedrag van de jaarlijkse bruto-wedde van de betrokken werknemers, de bijdrage die de werkgever krachtens de wet op de sociale zekerheid voor werknemers moet storten en de andere lasten die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen inzake de aanwerving van personeel voor de uitvoering van aspecten van zijn actieplan die zijn erkend in het raam van de bijzondere bepalingen inzake het sociocultureel gelijkheidsbeleid, het partnerschapsverband of de decentralisatie, respectievelijk bedoeld in artikelen 16 tot 18.

De in artikel 46, eerste en tweede lid, bedoelde tegemoetkoming worden beschouwd als gerechtvaardigde uitgaven : de uitgaven die de vereniging doet voor de aankoop van meubilair en didactisch materiaal, uitgezonderd de uitgave voor verbruiksgoederen.

De in artikel 49, tweede lid, bedoelde overzichtstabel van inkomsten en uitgaven rechtvaardigt de forfaitaire tegemoetkomingen, bedoeld in artikelen 44, 1°, c) en d), en 47 en, in afwijking van het eerste lid, 1° en 2°, de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 44, 1°, a) en b), het eerste jaar dat de vereniging ervan geniet.

Art. 51. De Regering kan, in het raam van het decreet, het recht op de toekenning van een toelage van een erkende vereniging schorsen voor een duur van één jaar of meer wanneer deze laatste een of meerdere door het decreet bepaalde erkenningscriteria niet langer eerbiedigt.

Na advies van de adviescommissie voor de jeugthuizen en –centra legt de Regering de procedures vast voor de schorsing dewelke minstens voorzien in :

- 1° de vormen en termijnen waarbinnen de beslissingen moeten worden genomen;
- 2° de mogelijkheid voor de vereniging om een beroep aan te tekenen tegen de beslissing tot schorsing alsmede de vormen en termijn hiervoor;
- 3° de raadgevende bevoegdheid van de adviescommissie voor jeugthuizen en –centra in schorsings- en beroepszaken;
- 4° de mogelijkheid voor de vereniging om te worden gehoord tijdens een beroepsprocedure.

Deze schorsing is niet hernieuwbaar.

Op het einde van deze schorsing herwint de vereniging haar rechten als zij de vereiste criteria opnieuw in acht neemt. Zoniet wordt een procedure tot intrekking van de erkenning opgestart.

Art. 52. De vereniging, wiens erkenning wordt ingetrokken overeenkomstig artikel 9, krijgt een laatste gewone toelage, voorzover deze is gerechtvaardigd overeenkomstig het voorschrift van artikel 50, gelijk is aan zoveel twaalfden van de gewone toelage die tijdens het voorgaand jaar werd uitbetaald dan volle maanden vanaf 1 januari tot de datum waarop haar erkenning ten einde loopt.

TITEL V. — Bescherming van de benamingen

Art. 53. Enkel de erkende verenigingen en de verenigingen die een aanvraag hebben ingediend die nog niet is behandeld, mogen de benaming « jeugdhuis », « ontmoetings- en accommodatiecentrum », « jongeren informatiecentrum », « jeugdcentrum » en gelijkaardige benamingen dragen.

Onverminderd de toepassing van andere boetes uit het Strafwetboek of bijzondere wetten, krijgt diegene die een van de in het eerste lid bedoelde benamingen een boete van 1 000 BEF tot 2 000 BEF wegens schending van deze bepaling.

Onverminderd de door of krachtens wettelijke of decretale bepalingen erkende bevoegdheid aan andere ambtenaren, wordt het statuut van officier van de gerechtelijke politie verleend aan de beëdigde agenten van niveau 1 van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering die deel uitmaken van de Algemene Dienst voor de Jeugd en de Permanente Opleiding en van de Dienst Jeugdzaken (en/of aangeduid door de Regering) om de in het tweede lid bedoelde inbreuken vast te stellen.

TITEL VI. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Opheffingsbepalingen

Art. 54. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 augustus 1979, bij besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 maart 1985 en bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 2 juni 1995 en 14 oktober 1997;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 april 1984 tot bepaling van de nadere regelen van de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 maart 1987 betreffende nadere regelen van de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, gewijzigd bij besluit van 11 juli 1989;

4° het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 juni 1995 betreffende de nadere regelen voor de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

5° het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 juni 1995 betreffende de nadere regelen voor de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

6° het ministerieel besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden waaronder de hoedanigheid van jeugdhuis kan toegekend worden aan sommige instellingen met specifiek karakter, gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 juni 1995.

HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen

Afdeling 1. — De goedkeuring en wijziging van het goedkeuringsniveau van de actieplannen

Art. 55. De verenigingen, die zijn erkend in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, zijn van rechtswege erkend voor één jaar vanaf de inwerkingtreding van het decreet.

Tijdens dit jaar krijgen deze verenigingen de tegemoetkomingen die zijn voorzien voor de verenigingen wier actieplannen zijn erkend als :

1° J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1 voor de vroeger in categorie A geplaatste verenigingen;

2° J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2 voor de vroeger in categorie B geplaatste verenigingen;

3° J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 voor de vroeger in categorie C geplaatste verenigingen.

Art. 56. De verenigingen die, vóór de inwerkingtreding van het decreet, in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen waren erkend en hierdoor beroep mogen doen op een collegiaal team, mogen dit blijven doen gedurende het eerste jaar van de toepassing van het decreet en dit in afwijking van de toepassing van artikel 15.

Art. 57. De verenigingen die, vóór de inwerkingtreding van het decreet, in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen erkend waren in categorie A of B en een collegiaal team ter beschikking hebben, wijken af van de toepassing van artikel 15 en worden gerangschikt per commissie, met toepassing van artikel 21, tweede lid, 2°, a), om eerst te kunnen genieten van de toepassing van artikel 44, 1°, a).

Art. 58. De verenigingen die in het raam van het ministerieel besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden waaronder de hoedanigheid van jeugdhuis kan toegekend worden aan sommige instellingen met specifiek karakter erkend waren, zien hun actieplan van rechtswege erkend voor een duur van een jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het decreet in het raam van de bepaling inzake het sociocultureel gelijkheidsbeleid bepaald in artikel 16.

Tijdens de eerste vier jaren dat dit decreet wordt toegepast, blijven de in het eerste lid bedoelde verenigingen die een bijkomende toelage kregen, deze toelage behouden en dit ten behoeve van de enige werknemer die in het raam hiervan was aangenomen vóór de inwerkingtreding van het decreet.

Art. 59. Op het einde van de erkenningsprocedure van de verenigingen en de goedkeuring van hun actieplannen, opgestart in de loop van het eerste toepassingsjaar van het decreet, kunnen de actieplannen van de verenigingen die vroeger in categorie B of C erkend waren in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, niet worden erkend in een niveau hoger dan respectievelijk J.H.2, O.A.C.2 en J.I.C.2 of J.H.3, O.A.C.3 en J.I.C.3.

Van de in het eerste lid gestelde bepaling kan worden afgeweken indien tegelijkertijd compenserende beslissingen worden genomen tot intrekking van de erkenning of tot declassering van het goedkeuringsniveau van het actieplan of tot verhoging van de kredieten voor de toepassing van het decreet tot meer dan de in artikel 45 bedoelde indexering. In dit geval rangschikt de commissie, volgens door haar vastgestelde criteria, de verenigingen die eerst van deze afwijking moeten genieten.

Art. 60. Tijdens de eerste vier jaren dat dit decreet van toepassing is, zal geen enkele beslissing worden genomen met het oog op hetzij de goedkeuring van een actieplan van een nieuw erkende vereniging, hetzij de goedkeuring van het actieplan van een vereniging in een niveau hoger dan datgeen waarin het zou zijn gerangschikt op het einde van de goedkeuringsprocedure ervan.

Van de in het eerste lid gestelde bepaling kan worden afgeweken indien tegelijkertijd compenserende beslissingen worden genomen tot intrekking van de erkenning of tot declassering van het goedkeuringsniveau van het actieplan of tot verhoging van de kredieten voor de toepassing van het decreet tot meer dan de in artikel 45 bedoelde indexering. In dit geval rangschikt de commissie, volgens door haar vastgestelde criteria, de verenigingen die eerst van deze afwijking moeten genieten.

Afdeling 2. — De goedkeuring van de animatoren-coördinatoren

Art. 61. Een animator-coördinator die, vóór de inwerkingtreding van het decreet, is erkend « voor het hele netwerk, alle types inbegrepen » of « uitsluitend in het centrum waar de animator zijn functie vervult », krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 juni 1995 betreffende de nadere regelen voor de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, verkrijgt van rechtswege de goedkeuring van respectievelijk type 1 of type 2, bedoeld in artikel 37, tweede lid, bij de inwerkingtreding van het decreet.

Afdeling 3. — De adviescommissie voor jeugdhuizen en jeugdcentra

Art. 62. De adviescommissie voor jeugdhuizen en jeugdcentra, de erkenningscommissie en de permanente commissie voor jeugdhuizen in woonmilieu's, bedoeld in het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 en zijn wijzigingsbesluiten, blijven hun activiteiten voortzetten en oefenen, tot de installatie ervan, alle bevoegdheden uit die respectievelijk ressorteren onder de adviescommissie voor jeugdhuizen en jeugdcentra, de subcommissie kwalificatie en de subcommissie sociocultureel gelijkheidsbeleid, respectievelijk bedoeld in artikelen 21, 37 en 40.

Afdeling 4. — De toelagen

Art. 63. Tijdens de eerste vier jaren dat het decreet van toepassing is, zijn de in artikel 47 bedoelde bepalingen niet van toepassing.

Art. 64. De in artikel 44, 1°, d), bedoelde jaarlijkse gewone toelagen bedragen, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, ten minste :

1° voor het begrotingsjaar 2000 :

a) 600 000 BEF voor de vereniging erkend in categorie A in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

b) 500 000 BEF voor de vereniging erkend in categorie B in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

c) 300 000 BEF voor de vereniging erkend in categorie C in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

2° voor het begrotingsjaar 2001 :

a) 625 000 BEF voor de vereniging erkend in categorie A in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

b) 525 000 BEF voor de vereniging erkend in categorie B in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

c) 325 000 BEF voor de vereniging erkend in categorie C in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

3° voor het begrotingsjaar 2002 :

a) 650 000 BEF voor de vereniging wiens actieplan is goedgekeurd in niveau J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1;

b) 550 000 BEF voor de vereniging wiens actieplan is goedgekeurd in niveau J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2;

c) 350 000 BEF voor de vereniging wiens actieplan is goedgekeurd in niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3;

4° voor het begrotingsjaar 2003 :

a) 675 000 BEF voor de vereniging wiens actieplan is goedgekeurd in niveau J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1;

b) 575 000 BEF voor de vereniging wiens actieplan is goedgekeurd in niveau J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2;

c) 375 000 BEF voor de vereniging wiens actieplan is goedgekeurd in niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3.

Art. 65. Tijdens de eerste vier jaren dat het decreet van toepassing is of tot de in artikel 44, 2°, bedoeld bepaling in werking treedt, kunnen maximum 11 verenigingen, ten laste van de kredieten van de Franse Gemeenschap, genieten van de tegemoetkoming inzake de in artikel 16 bedoelde bepaling over het sociocultureel gelijkheidsbeleid.

Tijdens de procedure voor de hernieuwing van de erkenning en de goedkeuring van de actieplannen, opgestart in de loop van het eerste toepassingsjaar van het decreet, rangschikt de adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra, volgens door haar vastgestelde criteria, de pertinente aanvragen op basis van de prioriteit, indien hun aantal het in dit artikel vastgelegde quotum overschrijdt.

Art. 66. De verenigingen die vóór de inwerkingtreding van het decreet waren erkend in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen :

a) genieten niet van de toepassing van artikel 46, eerste lid, tijdens het jaar van hun eerste erkenning in het raam van het decreet;

b) krijgen, als referentiedatum voor de toepassing van artikel 46 tweede lid, deze waarop zij erkend werden in het raam van dat besluit.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 67. Het decreet treedt in werking op 1 januari 2001, uitgezonderd artikelen 44, 1°, a), b) en c), 61 en 64, 1°, die van kracht worden op 1 januari 2000.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 20 juli 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het Onthaal en de Opdrachten aan O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 88-1. — Amendementen van de Commissie, nr. 88-2. — Verslag, nr. 88-3.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 11 juli 2000.